



HANTIER(S)



JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES
— pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire —

Trimestriel - Prix du numéro: **1 Euro** - Abonnement: 10 Euros pour 6 numéros - rassemblementcommuniste.org

Rien n'arrêtera
la grande roue
de l'Histoire!

10 ANS APRES LA VICTOIRE DU NON AU REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION EUROPEENNE NON A L'UNION EUROPEENNE, A L'EURO, A L'OTAN! TOUS EN MANIF A PARIS LE 30 MAI!

EDITO Paris, dimanche 11 janvier 2015 : 50 chefs d'Etat et dirigeants du monde défilent bras-dessus bras-dessous sur 300 mètres sous les regards des caméras. Au premier plan, Hollande est entouré comme il se doit d'Angela Merkel la chancelière allemande et de IB Keita le président malien (2 ans jour pour jour après le début de l'intervention militaire française au Mali). Viennent ensuite, chacun de son côté, Netanyahu le premier ministre israélien et Mahmoud Abbas le chef de l'Autorité palestinienne, puis Donald Tusk le président de l'Union Européenne et Juncker le président de la Commission de Bruxelles. En bonne place sur cette première ligne figurent aussi Poroshenko le président ukrainien, à côté symboliquement du ministre des affaires étrangères de Russie, et le roi Abdallah de Jordanie, histoire de mettre officiellement le « monde musulman » à une bonne place. Grande opération de propagande, visant à livrer un message politique à un peuple sous le coup de l'émotion : les « grands » de ce monde et en particulier « l'Europe unie » luttent pour la « paix », « contre le terrorisme », et travaillent à la réconciliation des peuples (Israël/Palestine ; Ukraine/Russie).

L'UE sert pour l'Allemagne d'instrument de conquête de l'Europe, en particulier vers l'Est (jusqu'à l'Ukraine aujourd'hui), et la France — allié/concurrent — court après son maître. Depuis l'effondrement du camp socialiste dirigé par l'URSS, le monde n'a jamais été aussi instable, et les pays du camp capitaliste occidental s'en-

FN ou les extrémismes religieux. Il est vrai que la digue de protection des droits et des acquis des travailleurs a sauté avec le Mur de Berlin et que le Capital, revigoré, veut reprendre tout ce qu'il a cédé pendant la période de « l'équilibre stratégique » entre le capital et le travail, entre 1945 et la fin des années 1980. La

**ANTITERRORISME :
On a remonté la filière !**



foncent dans la 'crise', paupérisant des couches de plus en plus importantes de travailleurs, la génération actuelle des peuples de l'Union Européenne, ayant un niveau de vie plus bas que celle de nos parents, pour la première fois depuis 1945. C'est vrai non seulement en Grèce ou en Espagne, mais aussi en France, ou sur un terreau social de misère, de déclassement (et/ou de peur du déclassement) fleurit tous les extrémismes, que ce soit le

« construction de l'Europe », c'est-à-dire le processus de création d'un marché commun intégré favorisant l'expansion des monopoles capitalistes des pays du centre du système, contre les travailleurs de toute l'Europe et les peuples des pays dominés, n'est qu'un projet totalitaire qui étouffe la liberté des peuples au nom de la liberté des capitalistes, crée des inégalités entre les peuples au nom de l'égalité des droits des exploités. Bien loin d'être l'homogénéisation des conditions de vie, l'Europe,

c'est l'homogénéisation des conditions d'exploitation, la sauvegarde en tout lieu tout moment d'un bon taux de profit pour les capitalistes (avec menace d'une cure d'austérité pour rétablir ce taux de profit en cas de besoin).

L'exemple grec de rétablissement du taux de profit est parlant : 38% de baisse des salaires, 45% de baisse des retraites, 190% d'augmentation du chômage, 30% des entreprises fermées... Dès lors la vic-

Au sommaire... P3 - Loi Macron, avatar des diktats de l'UE - P4 - « Europe sociale » : Une illusion qui a la peau dure - P5 - TAFTA : L'impérialisme contre les peuples de l'UE - P6 - Tunisie: Une lutte étudiante nationale contre l'impérialisme européen - P7 - APE: Au secours de la Françafric en crise - P9 - Le Burkina Faso fait vaciller la Françafric - P10 - DAECH: Après l'ingérence humanitaire, la stratégie du chaos... - P12 - USA: Un noir/métis à la Maison Blanche pour semer l'illusion de l'égalité - P13 - Russie: Poutine soldat de la Paix - P15 - Grèce: Une analyse de la situation par nos camarades communistes du KKE

toire d'une gauche anti-austéritaire avec Syriza traduit le besoin du peuple de rompre avec ces politiques imposées par l'UE et l'oligarchie capitaliste grecque. Syriza est porteur d'attentes sociales fortes, exprimées dans son programme qu'il va lui falloir réaliser au plus vite, sous peine de désillusions profondes : salaire minimum porté de 580 à 751 euros, seuil d'imposition remonté à 12 000 euros annuels, rétablissement du 13ème mois de retraite pour les retraités inférieurs à 700 euros, électricité et coupons d'approvisionnement offerts à 300 000 ménages au moins, protection des habitations principales des saisies, accès gratuit aux soins, suppression de la taxe sur le fuel domestique, augmentation du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage. L'ensemble du programme, au-delà du seul plan « d'urgence », est évalué à 12 milliards d'euros que Syriza compte trouver en réduisant le remboursement de la dette, en luttant contre la fraude fiscale et la contrebande, et en réaffectant des fonds européens.

L'état d'esprit en Grèce au soir du 25 janvier 2015 ressemble pour un peu à l'état d'esprit en France un certain 10 mai 1981, avec la présence en plus d'un Parti Communiste (le KKE) à 5,5% malgré le « vote utile », parti implanté dans la classe ouvrière et par le biais aussi du mouvement syndical de lutte regroupé dans le PAME. Le KKE est un atout pour les luttes à venir, car le changement réel ne se fera pas sans luttes, et ce d'autant plus que la ligne Syriza est aussi une ligne de compromis avec la Troïka et la BCE : la bourgeoisie, face à un peuple qui n'en peut plus, est prêt à lâcher du lest.... mais pour ne pas tout perdre. Or l'intérêt réel des travailleurs, s'ils veulent vraiment en finir pour de bon avec ce système fait de misère et d'exploitation, est bien sûr que la bourgeoisie capitaliste perde tout. Dès lors Syriza et la Grèce sont à la croisée des chemins.

du moral à des militants de la « gauche radicale » qui en ont bien besoin dans un climat de morosité ambiante liée à l'incapacité politique et sociale de construire une opposition de gauche forte au gouvernement PS, ce souffle ne balayera pas de lui-même tous les obstacles qui se dressent devant notre route. Et d'autant plus après les attentats de Charlie Hebdo et le climat « d'union nationale » qui a suivi.

« Je suis Charlie » est vite devenu, au-delà de l'instant de l'émotion, un marqueur idéologique pour la bourgeoisie, contribuant à diviser (pour mieux régner) les couches populaires, isolant les travailleurs de confession musulmane (qui ne peuvent se reconnaître dans un journal islamophobe et pro-interventions impérialistes comme Charlie Hebdo), renforçant sous couvert d'une « laïcité de combat » les préjugés racistes et chauvins d'une partie de la classe ouvrière blanche de ce pays. Pour les militants communistes, il nous faut bâtir des ponts entre toutes les couches, entre tous les segments de la classe ouvrière, par delà les confessions religieuses (ou l'absence de confession), par delà les origines, par delà les vécus différents liés aux discriminations. Réaliser l'unité du peuple contre nos exploiters est essentiel, ce

qui implique notamment la lutte contre la conception bourgeoise de la laïcité qui conduit à l'islamophobie de « gauche ». Il nous faut également relancer des mobilisations politiques qui partent du vécu des travailleurs pour contester le système, dans tous ses rouages, en particulier le rouage européen qui est le nouvel horizon de l'exploita-

2005 - 2015 DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE DU NON AU TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPEEN



POUR UN FRONT POPULAIRE, PATRIOTIQUE ET ANTIFASCISTE, POUR LA RECONQUETE DE LA SOUVERAINETE NATIONALE

Les ASSISES du COMMUNISME qui appellent à cette manifestation le 30 mai à Paris, rassemblent des organisations dans et hors du PCF, dans et hors du Front de Gauche: Notre RCC s'y associe au PRCF, Collectif POLEX, Rouges Vifs Ile de France, Action Communiste, Faire Vivre et Renforcer le PCF, Gauche Communiste, ...

tion capitaliste. Au risque sinon de laisser le champ libre comme « seule opposition » au FN, ragaillardé par la chasse aux terroristes, qui détourne dans un sens nationaliste, au profit d'une aile de la bourgeoisie française, l'opposition populaire à l'Union Européenne.

C'est pourquoi d'ailleurs, 10 ans après le NON majoritaire du peuple français au référendum sur la création d'une constitution européenne, les organisations communistes rassemblées au sein du mouvement dit des « Assises du communisme » ont pris l'initiative d'organiser le 30 mai 2015 une manifestation à Paris contre l'Euro, l'Union Européenne et l'OTAN, pour exiger de sortir de ces carcans. Manifestation ouverte à tous ceux qui partagent la nécessité de combattre, non seulement par des mots mais par des actes, ces instruments de soumission et d'exploitation que sont l'UE et l'euro. Pas de divisions entre les travailleurs, unité contre nos oppresseurs !

Pour vous abonner, envoyez vos coordonnées accompagnées d'un chèque de 10 euros à l'ordre de la Coordination Communiste - 52 Allée du Lotus Bleu, 59650 V. d'Ascq

CHOC DES CIVILISATIONS?

#INYOURNAME!!

GAZA - ETE 2014



Projet MACRON: Dernier avatar des diktats de l'Union Européenne

Après la loi dite de « sécurisation de l'emploi » du 14 juin 2013, après le pacte de responsabilité, le projet Macron est la troisième attaque frontale contre les conquies des travailleurs. Concoctée par le Ministre de l'économie Emmanuel Macron, ancien de la banque Rothschild comme Pompidou, ce qu'on appelle déjà, avant même le vote formel de l'Assemblée nationale, « la loi Macron », contient 89 articles. C'est dire que rien n'est laissé au hasard. De ces 89 articles, les médias n'en ont présenté que quelques uns de manière partielle et partielle, notamment le "travail le dimanche". A les écouter, à les lire, le projet Macron serait une loi comme les autres visant soi-disant à redynamiser l'économie française, une loi « pour la croissance et l'activité ». C'est un mensonge. Ce projet, élaboré par le ministre de l'économie, ne porte que sur le Droit du Travail. Ou plutôt sur sa destruction.

La seule finalité du projet Macron est de détruire la quasi-totalité du Droit du Travail et d'empêcher les salariés de faire valoir le peu de droit qu'il leur reste. Le projet Macron reflète l'état de la lutte des classes en France et s'inscrit totalement dans le projet européen.

Jérôme Cahuzac, qui n'est pas encore en prison, pouvait tranquillement, en 2012, dire sans rire à Jean-Luc Mélançon que la lutte des classes n'existe plus. Il n'avait pas tout à fait tort. Car si les patrons mènent la lutte pour leurs intérêts, pour préserver leur taux de profit, pour sauvegarder la dictature du capital, pour conserver leur pouvoir, ils n'ont quasiment personne en face d'eux pour les combattre aujourd'hui.

Il n'y a pas de hasard. Engluée dans le réformisme et la Confédération Européenne des Syndicats (CES), traversée par une crise sans précédent fruit de l'échec du « syndicalisme rassemblé » la CGT semble momentanément paralysée. Tout au moins en retrait. L'auto-phobie du Parti Communiste depuis l'éclatement de l'URSS et la défaite de la majorité du camp socialiste, la social-démocratisation de sa direction et d'une grande partie de ses cadres l'ont conduit à se convertir à l'europhisme pour participer au gouvernement de « gauche plurielle » et à trahir les intérêts de la classe ouvrière en accompagnant la politique de dérèglementation et de privatisation du gouvernement Jospin.

La victoire du peuple de gauche, la victoire de classe des travailleurs, c'est à dire la victoire du NON au TCE le 29 mai 2005, malgré et contre une direction confédérale de la CGT acquise au traité constitutionnel européen (TCE), victoire vite balayée en 2007 à Versailles par l'UMP, le PS et les Verts, n'a pas réussi à le remettre sur les rails de la lutte des classes bien qu'il fût la cheville ouvrière de ce combat du peuple contre l'Union Européenne.

Tout cela, ajouté aux trahisons du mouvement de 2010 contre la réforme des retraites et à l'incapacité et le refus des organisations ouvrières de masse de combattre résolument en théorie comme en pratique le projet européen, a désorienté la classe ouvrière, renforcé le sentiment d'impuissance, affaibli la conscience de classe et divisé les travailleurs, dont une partie se laisse séduire par le chant médiatisé de la perfide sirène du Front national

qu'on entend peu s'exprimer sur le Projet macron.

Commencé dans les années 80 du vingtième siècle et reposant sur le projet européen, l'inversion du rapport de force qui se traduit par l'augmentation des profits au détriment des salaires est en voie d'achèvement. Plus exactement, il est en passe d'atteindre son point culminant. Le projet Macron, la sortie médiatique de Laurence Parisot, ancienne présidente du MEDEF, sur la « *soumission volontaire* » des salariés et la pseudo négociation sur le pseudo dialogue social dans lequel le MEDEF vise la fusion des instances représentatives des personnels (IRP) au profit d'un conseil d'entreprise unique sur le modèle allemand, en sont les éléments emblématiques reflétant l'état de la lutte des classes en France au début du XXIème siècle.

Au fil des abandons successifs des directions des organisations ouvrières, la conscience de classe s'est émoussée tandis que le projet européen s'est développé. Le renoncement au combat résolu et conséquent contre l'Europe du capital, le leurre de « l'Europe sociale » ou d'une « autre Europe » puis la négation, en 2007, par les représentants félons de la nation de la victoire du NON de mai 2005 ont éloigné les masses de la politique et, partant, de l'action politique. Les masses se sont senties dépossédées de leur citoyenneté, reléguées au rang de simples spectateurs d'une politique de l'entre soi menée en leur nom par la classe



Macron insultait les ouvrières de l'usine GAD d'illettrées en septembre dernier

dominante. Face à la mascarade des élections européennes, face à la démocratie formelle à laquelle elles croient de moins en moins, les masses travailleuses répondent par l'abstention, c'est-à-dire le refus de participer à la spoliation de leurs conquies et de légitimer les diktats de la Commission européenne, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque centrale européenne (BCE) siège du « MEDEF européen ».

Car il s'agit bien de cela. La loi dite de « sécurisation de l'emploi » du 14 juin 2013 et issue de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) signé par les syndicats jaunes CFDT, CFTC et CGC, le « crédit impôt compétitivité emploi » (CICE), le « pacte de responsabilité », le projet Macron et la modernisation du « dialogue social » répondent au projet européen de casse du droit du travail. Le projet Macron représente, pour la France, le volet

social de la politique d'austérité libérale développée par l'Union Européenne sous direction allemande qui impose la baisse des salaires, la casse des services publics, la casse de la protection sociale, les délocalisations intra et extra européennes et la désindustrialisation de notre pays. Dans cette « soumission volontaire » de la bourgeoisie capitularde française à la bourgeoisie conquérante allemande sous l'égide des USA, ce sont les travailleurs, et eux seuls, qui subissent le joug de la paupérisation, orchestrée par le patronat européen, coordonnée par la Commission Européenne et déclinée en France par le gouvernement socialiste. Le projet Macron est ainsi, en France, le dernier avatar des diktats de l'Union européenne, la dernière attaque frontale en date de l'Union Européenne contre les travailleurs.

Ce constat amer pourrait nous conduire au renoncement si nous n'étions pas ce que nous sommes et si nous ne regardions pas les résistances qui se développent tant à l'étranger qu'en France. La Belgique vient de connaître sa première grève générale contre l'Union européenne. Le mouvement « Podemos » en Espagne et « Syriza » en Grèce, sans oublier les victoires électorales du KKE (parti communiste Grec), démontrent, malgré leurs limites sociale-démocrates, que les peuples visent de plus en plus à s'émanciper de la politique d'austérité imposée par « Bruxelles ». Nous n'en sommes pas encore là. Mais la France a connu ces derniers temps, en dépit d'une pro-

pagande monstrueuse cherchant à discréditer les grévistes aux yeux du peuple et malgré les trahisons syndicales, des grèves radicalement anti-européennes : la grève des cheminots du printemps 2014, celle de la SNCF et la grève des pilotes d'Air France cet automne. Toutes ces grèves ont la singularité de s'attaquer frontalement aux dérèglementations européennes pour imposer une « concurrence libre et non faussée ». C'est un début qu'il ne faut pas négliger et sur lequel il faut s'appuyer.

La lutte contre le projet Macron de destruction du Code du Travail s'inscrit dans la continuité des premières luttes engagées contre les diktats de l'Union Européenne, par les cheminots, les marins et les pilotes. En ce sens, lutter contre le projet Macron, c'est lutter contre l'Union Européenne et lutter contre l'Union Européenne, c'est lutter contre le projet Macron. Ce sera aussi le sens de la manifestation du 30 mai 2015 « Pour la sortie de l'Euro, de l'Europe et de l'Otan ».



« EUROPE SOCIALE »...

Une illusion qui a la peau dure!

Un fait divers, quasiment passé inaperçu, a eu lieu le mercredi 19 novembre 2014, sur le chantier de la ferme photovoltaïque d'Arsac, en Gironde. Les services de contrôles de l'Inspection du Travail et de l'Urssaf ont découvert la présence de 31 travailleurs sous-traitants venus de Hongrie, employés 11h30 par jour et 6 jours sur 7, avec un salaire horaire de 2.22€, soit plus de quatre fois moins que le smic français.

Selon notre calcul en tenant compte de tous les paramètres (tout en sachant que l'employeur est dans une totale illégalité), ces salariés auraient dû être rémunérés, en applications des droits (smic, déplacements, heures supplémentaires, primes...) plus de 4500 euros nets, soit 15 fois le salaire moyen hongrois.

69 heures hebdomadaires, 276 heures mensuelles, 26 euros par jour, 600 euros mensuels... qui sonnent comme un retour aux années de Germinal : « **le paradis pour les patrons, l'enfer pour les travailleurs** »... la démonstration par les faits du mensonge de Robert Schuman au début des années 50 : « **Construisons une Europe unie pour créer de la prospérité** ». Certes, le 19 novembre, cette entreprise a été prise la main dans le sac, mais combien de travailleurs sont exploités dans ces conditions, au nom des directives européennes de concurrence libre et non faussée, à peine détournées ?

Depuis de nombreux mois, les salariés des transports TAM (terre-air-mer): SNCF, SNCM, AIR FRANCE... luttent contre les dérèglementations imposées par les directives ultralibérales de l'Europe. Rivalités avec des consortiums privés, création de filiales low-cost, cession à des fonds d'investissement... tout est mis en œuvre pour réduire les droits et les acquis sociaux mais aussi pour mettre en concurrence les travailleurs.

Tout devient permis sous couvert de la recherche de la compétitivité maximum, exigée par les actionnaires et les conseils d'administration aujourd'hui dirigés par des membres et ex membres du Medef, comme à la SNCF ou à l'EDF.

Mais derrière toute cette stratégie capitaliste, inspirée par les années Thatcher/Reagan et la doctrine de Friedmann, les mots flexi-insécurité et précarité riment avec rentabilité, comme les mots concurrence et corvéable riment avec ultralibéral. Emmanuel Macron, agent du grand capital, détaché par Rothschild pour libéraliser encore plus l'économie, qui succède à Pierre Moscovici, devenu commissaire européen à l'économie pour faire appliquer au forceps les doctrines ultralibérales européennes, n'est pas un hasard du calendrier électoral. Fort de l'appui de Moscovici à Bruxelles,

Macron est arrivé à ce poste pour assurer le démantèlement des services publics et les livrer aux investisseurs après les avoir allégés de toutes les contraintes qui nuisent au capitalisme.

Rappelons qu'après Sarkozy, Hollande poursuit en réalité sous la dictée de l'UE ce que dévoilait Michel et Monique Pinçon-Charlot de la pensée profonde de François Hollande sous le pseudonyme de Jean François Trans : « *Il ne s'agit plus à la fin du XXème siècle d'assurer la représentation politique de la classe ouvrière alors que les catégories sociales perdent en cohésion et que le salariat s'est profondément recomposé, ou de renforcer encore l'Etat providence alors que celui ci parvient de plus en*

**AUSTERITE CAPITALISTE
UN INTEGRISME A L'ORIGINE DE TOUS LES AUTRES!**



plus difficilement à se financer et que les risques traditionnels sont correctement couverts . (...) Le conservatisme qui n'est plus un réflexe de riches, mais une nécessité des pauvres. (Face) au capitalisme sauveur et au marché libérateur, jamais les Français n'ont été aussi frileux devant les mutations, craintifs face à l'avenir, pessimiste sur leur destin, hostile au changement et à la mobilité ». « Réhabilitation de l'argent quand il vient à manquer ? ... En période de crise, on n'est plus indulgent et tolérant que jamais à l'égard de ceux qui réussissent, car on y voit le premier signe d'une amélioration qui pourrait être générale ». « En réhabilitant, non sans opportunité, l'entreprise et la réussite, la gauche, avec l'ardeur du néophyte, retrouve des accents que la droite n'osait plus prononcer, depuis des lustres, de peur d'être ridicule. Mais prenons garde d'en faire trop : pour faire oublier nos frasques égalitaristes, ne gommons pas notre vocation sociale ». « Ce n'est pas par calcul ou par malignité que la gauche a accepté de laisser fermer les entreprises ou d'entamer le pouvoir d'achat des Français. C'est par lucidité. Refuser ces évolutions et c'en aurait été fait de la perspective d'une gestion régulière du pays par la gauche » (La violence des riches, édition Zones, p. 99 à 100).

Il est aujourd'hui important de réagir car les entreprises d'Etat ou nationalisées et les

services publics confrontés au dogme libéral européen, risquent de disparaître au profit des firmes et monopoles capitalistes. Des capitalistes dictant leurs propres lois avec une logique de rentabilité à deux chiffres, et qui n'hésitent pas à provoquer des désastres avec la suppression des sites, des lignes et distributions... jugés (par eux) non rentables, mais aussi des tragédies sociales comme par exemple parmi les personnels des autoroutes privatisées, remplacées par des péages automatiques (rares sont ceux qui en parlent, pourtant des milliers de postes ont disparu). Les questions de sécurité passent aussi au second plan, il y a 30 ans, la privatisation, des transports anglais a fait augmenter de 10% le nombre d'accidents jugés graves dans les transports collectifs.

L'Europe ne sera jamais sociale, ce n'est pas dans sa nature, il faut donc arrêter de s'obstiner dans ce mensonge et être clair avec les masses laborieuses et populaires : pour préserver nos droits, acquis et souveraineté, la seule solution est de sortir de cette nasse européenne dans laquelle le peuple est pris au piège.

Les camarades des transports TAM ont très bien compris quels étaient les risques pour leurs emplois et leurs droits, mais aussi pour les simples citoyens livrés aux lois de la rentabilité...

L'Europe, c'est la liberté d'investir où l'on veut et le temps que l'on veut, pour produire ce qu'on veut, en transportant comme on veut, en s'approvisionnant et en vendant où on veut avec le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales...

A qui profite cette Europe impérialiste ? **Aux Peuples ? Aux Travailleurs ? Au capital ? Les faits parlent d'eux mêmes.**

**HOLLANDE,
LES SANS-DENTS**



**PEUVENT ENCORE
FAIRE MAL!**

TAFTA: Nouvel instrument impérialiste US pour paupériser les peuples de l'U. E.!

Depuis le mois de juillet 2013 des négociations sont ouvertes entre l'Union Européenne et les États-Unis en vue de conclure un accord de libre-échange surnommé TAFTA (Trans-Atlantic Free Trade Agreement). Ce projet d'accord commercial concerne des domaines aussi divers que l'accès aux médicaments, les productions alimentaires, la production et la distribution de l'eau, le règlement des litiges entre sociétés privées et les États, etc. Ces négociations sur des sujets aussi importants pour la souveraineté nationale sont menées par des fonctionnaires non élus de l'Union Européenne. Le même type d'accord a été négocié (mais pas encore ratifié par le parlement européen) avec le Canada sous le nom de CETA (*Canada-EU Trade Agreement*).

Supprimant toutes les barrières nationales au commerce (douanières, de normes, etc.) ces accords libéraux auront pour résultat inévitable une dérégulation généralisée. Concrètement cela signifie un alignement par le bas des services publics, du droit du travail, des normes sociales et environnementales, des services publics, etc. Plus concrètement encore le traité signifie que les normes de sécurité alimentaire (niveau de pesticide, OGM, etc.) devront être supprimées comme « entrave à la concurrence », que les délocalisations vers les pays signataires seraient entièrement libres, que les services d'urgences médicales pourraient être privatisés, que les groupes pharmaceutiques pourraient exiger une interdiction des génériques pour « concurrence déloyale », que Pôle Emploi devrait être privatisé, que les États verraient diminuer leur pouvoir de réglementer les services publics, que l'enseignement privé pourrait attaquer l'Éducation Nationale pour « entrave à la concurrence » afin d'exiger un financement identique, que le système de retraite devra céder la place à des assurances privées, que les multinationales pourraient attaquer l'État français à chaque fois que le traité ne serait pas respecté, etc.

L'ampleur des conséquences fait de TAFTA la plus grande offensive de libéralisation depuis un siècle. Il s'agit ni plus ni moins que de reve-

nir au capitalisme dans sa forme « pure », c'est-à-dire d'un capitalisme débarrassé de toutes les conquêtes que nos aînés ont obtenus par leurs luttes (Droit du Travail, Sécurité Sociale, retraite, etc.). L'exemple d'un autre traité permet de comprendre les atteintes à la souveraineté nationale que constituerait TAFTA s'il était adopté. L'accord de libre-échange entre les USA, le Mexique et le Canada (*North American Free Trade Agreement* : ALENA) est en vigueur depuis le premier janvier 1994. Depuis cette date l'État canadien a déjà été attaqué des dizaines de fois par des multinationales états-uniennes et a été contraint de modifier les règles en vigueur en leur faveur.

En créant la plus grande zone de libre-échange de l'histoire qui s'étend sur 14 millions de km² avec un marché représentant la moitié du PIB mondial, les États-Unis veulent se donner les moyens de freiner économiquement les pays émergents et en particulier la Chine et l'Inde. Pour ce faire, ils ont besoin d'aligner l'ensemble de ce marché sur les normes états-uniennes dans le cadre de leur fameuse « concurrence libre et non faussée ». Comptenu du poids des multinationales états-uniennes, il s'agit ni plus ni moins que d'une soumission de l'Union Européenne à l'impérialisme états-unien.

Cela ne veut pas dire que les capitalistes européens ne seront pas également gagnants.

En fait pour le capital financier européen aussi, la dérégulation se traduit par une hausse impressionnante des profits. Cette partie du capital qui dirige l'Union Européenne n'a plus rien de "national" : elle a la nationalité de ses profits.

Le traité donne également de nouveaux droits aux multinationales contre les États et en particulier le droit de résoudre les différends par l'arbitrage judiciaire. Les 400 millions d'euros qu'a obtenu de l'État (c'est-à-dire de notre argent) Bernard Tapie par un tribunal arbitral exceptionnel en France est un exemple de ce qui deviendra la règle. Il s'agit donc bien d'une tentative de passer de la souveraineté nationale à la souveraineté sans entrave des multinationales. L'Union Européenne dévoile ici son

véritable projet. C'est dire qu'il n'y a rien à attendre pour les peuples. Les intérêts des peuples européens sont entièrement et sans nuance dans la sortie de l'euro et de l'Union européenne.

La logique de dérégulation, c'est-à-dire de paupérisation généralisée des uns et d'enrichissement sans entrave des autres ne se limite pas à TAFTA. C'est la même logique qui guide la construction européenne elle-même et qui conduit le peuple grec à la catastrophe économique et humaine actuelle. L'Union Européenne impose à ce peuple une dérégulation libérale complète et une paupérisation massive au prétexte « d'assainir son économie ». La même logique est également imposée par l'Union Européenne aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les ACP) par les accords de partenariat économique (APE). Les objectifs sont les mêmes (dérégulation) et les conséquences également (paupérisation et perte de la souveraineté nationale).

Ces différents traités (internes à l'Europe, entre l'Europe et les USA, entre l'Europe et les pays du Sud) s'inscrivent dans une même logique de dérégulation généralisée et d'alignement par le bas. Cette logique est au cœur de la mondialisation capitaliste libérale qui loin d'être une fatalité, est au contraire, le résultat d'une construction pas à pas de règles mondiales paupérisant la grande majorité et enrichissant la toute petite minorité constituant le capital financier.

S'opposer à TAFTA est un premier pas qui ne doit pas se dissocier de la nécessité de s'opposer à l'Union Européenne elle-même (et à ses accords internes ou à l'APE avec les pays africains) et à la mondialisation capitaliste plus globalement.

Pour préserver leur hégémonie mondiale prédatrice les USA cherchent à imposer TAFTA à l'UE, laquelle dicte à l'Afrique les APE. C'est l'occasion de jeter un pont entre les peuples d'ici et ceux d'Afrique pour vaincre ces projets funestes des brigands impérialistes.

Interview: Grève nationale étudiante en Tunisie

Une lutte massive des jeunes contre l'impérialisme européen!

Une grève étudiante massive et nationale a démarré en Tunisie au début du mois de janvier dans les écoles publiques d'ingénieurs, dans un contexte post-électoral où le « laïc » Essebsi succède au président des islamistes Marzouki.

Cette première lutte à laquelle est confronté le nouveau gouvernement n'est pas liée à cette transition de surface mais plutôt à des réformes structurelles imposées par Bruxelles, ratifiées par les islamistes au pouvoir (sur la base d'un Plan d'Action co-élaboré en avril dernier par la Commission Européenne et les islamistes) et mis en œuvre par le gouverne-

ment Nidaa Tounes, notamment sur son volet « voie professionnelle et recherche ».

Le Plan d'Action 2013-2017 élaboré par la Commission Européenne est un document assez clair sur les intentions de l'impérialisme européen concernant le territoire tunisien et plus largement le Maghreb. « Grâce à la révolution, des perspectives radicalement différentes s'ouvrent aujourd'hui dans les relations entre la Tunisie et l'Union européenne » dit le protocole, en ajoutant qu'est prévue « la conclusion d'un accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) entre la Tunisie et l'Union européenne qui contribuera à l'intégra-

tion progressive de la Tunisie au marché intérieur de l'Union européenne en vue de parvenir à terme à l'édification d'un Espace Economique Commun. »

Suit une liste des secteurs qui feront l'objet de « réformes » sur la semi-colonie : « L'intégration bénéficiera d'un dialogue renforcé sur les réformes socio-économiques y compris la performance économique, la promotion des PME, (...) ainsi que d'une coopération sectorielle étendue couvrant des domaines clés tels que l'énergie, les transports, l'industrie, l'agriculture, (...) ». On y prévoit « l'amélioration de possibilités d'accès au mar-

ché (...), la poursuite de la mise en œuvre des engagements pris sur la mise en œuvre d'une politique de concurrence efficace (...), l'échange des informations sur les monopoles d'Etat, les entreprises publiques et les entreprises auxquelles des droits spéciaux ou exclusifs ont été octroyés en vue de faciliter la progression de la Tunisie dans la mise en œuvre de l'article 37 de l'Accord d'association ». Bref il s'agit d'accélérer brutalement le processus de privatisation du secteur public, encore relativement développé en Tunisie (même s'il dépend essentiellement d'une bourgeoisie bureaucratique pro-impérialiste encore largement corrompue, issue de la période Bourguiba / Ben Ali) : « L'intervention généralisée de l'État dans l'économie continue à limiter la concurrence sur les marchés internes et à ralentir l'intégration commerciale aux marchés mondiaux dans les secteurs des services. Les nombreuses restrictions qui limitent le nombre d'entreprises autorisées à opérer sur un marché donné, combinées aux monopoles légaux (publics) et aux contraintes réglementaires excessives, circonscrivent la concurrence. Les secteurs où les investissements sont assujettis à des restrictions comptent pour près de 50% de l'économie tunisienne. » C'est la définition même de la prédation impérialiste...

Des exemples : « Promouvoir la coopération dans le domaine de la recherche scientifique et du transfert technologique; Développer et renforcer des réseaux, infrastructures et interconnexions (gaz, électricité, pétrole) en Tunisie; Poursuivre les réformes des secteurs du gaz et de l'électricité en convergeant avec l'acquis de l'UE, y inclus par l'adoption des codes électricité et gaz; Mise en place d'un régulateur et élimination progressive des distorsions des prix [entendre qu'il s'agit de supprimer le dernier verrou permettant encore aux tunisiens de vivre décemment : la caisse de compensation étatique qui permet jusqu'aujourd'hui de fixer le prix des produits de première nécessité comme la farine ou le lait et d'empêcher leur inflation !] ».

En matière d'enseignement supérieur et de recherche en particulier, il s'agit de procéder, dans le sillage des accords de Bologne (2005) à une privatisation progressive de l'enseignement et à une adaptation mécanique aux besoins non des étudiants mais du patronat industriel implanté localement. Le texte indique une volonté « d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de réforme de la formation professionnelle en articulation avec celle à prévoir de l'enseignement supérieur vers une plus grande adéquation aux besoins du marché du travail. (...) Améliorer la qualité et la gouvernance du système d'enseignement supérieur en Tunisie et renforcer l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur. Renforcer de la gouvernance, de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur » : en clair, privatiser l'enseignement supérieur pour servir les patrons et non l'accès du peuple à une large offre d'enseignement !

Z., une camarade étudiante de l'UJML et de l'UGET* précise les modalités de cette grève

dans la ville de Sfax (deuxième plus grande ville après Tunis) : « Le mouvement a pris dans la quasi-totalité des écoles d'ingénieurs et les écoles préparatoires, alors que nous sommes en pleine période d'examens ! Nos revendications se concentrent autour des modalités d'entrée dans les écoles privées (qui acceptent des étudiants ayant échoués dans les écoles d'ingénieurs publiques). Ces écoles privées sont soit fondées soit sponsorisées par des grandes entreprises privées et des hommes d'affaire qui contrôlent totalement le marché tunisien. Nous sommes donc en guerre contre le pouvoir capitaliste qui dévalorise la valeur de nos diplômes. 62 écoles d'ingénieurs privées ont été ouverte pour au moins 30000 étudiants, avec de gros moyens financiers que le public n'a pas. A présent on impose aux écoles publiques des modes de fonctionnement qui ressemblent de plus en plus au privé, à la demande de l'Union Européenne, pour favoriser et faciliter encore le passage des étudiants vers le privé, directement géré par



les patrons et mieux adapté aux exigences des marchés locaux.

Les manifestations se multiplient devant les rectorats, comme ici à Sfax. Nous avons le soutien de nos professeurs pour continuer la lutte contre la privatisation de notre enseignement et les diktats euro-américains. Des écoles de médecine et des facultés commencent à se solidariser à notre mouvement. Par contre les pressions se multiplient contre nos camarades qui négocient ou prennent des contacts avec d'autres facultés. Un camarade a été arrêté par la police le 8 janvier par exemple.

Les syndicalistes islamistes essayent quant à eux de réduire nos revendications contre la privatisation en une simple lutte ponctuelle contre les « passerelles » proposées par les Ministères (Enseignement supérieur et de la Recherche d'une part et Travail - Formation professionnelle d'autre part) : Ces passerelles permettraient aux élèves des filières professionnelles engorgées de passer dans les écoles supérieures. Les islamistes, en appui de la privatisation imposée par l'UE et le gouvernement, affirment qu'on ne doit pas lutter contre le privé, pour éviter que l'économie nationale, fondée sur le capital privé étranger, ne soit déstabilisé complètement. Mais les étudiants sont en général conscients que notre problème est principalement lié aux écoles privées. »

A Tunis, la lutte a le même caractère, avec des revendications similaires. A., militant UJML et UGET précise : « La grève a été déclenché

spontanément mais les islamistes ont commencé à la dévier dans ses revendications. Certaines écoles continuent de refuser ce traité de l'ALECA dans son ensemble. aujourd'hui on essaie de l'encadrer avec les mots d'ordre de l'UGET, de souveraineté nationale contre l'impérialisme. Mais les étudiants islamistes ont fait un travail méthodique sur facebook pendant les vacances pour réduire le problème à la passerelle entre les deux Ministères, en direction des étudiants qui étaient sur le point de manifester contre la privatisation des écoles d'ingénieurs ».

La lutte contre l'impérialisme européen reste morcelée et difficile, déviée par les forces politiques dominantes libérales islamistes (qui ont engagé le processus) et RCDistes au pouvoir (qui poursuivent sa mise en place), réprimée directement ou menacée médiatiquement par la stratégie de la peur (un peu comme celle qui nous accusait de ne pas avoir de plan B lors de la campagne pour le NON à la Constitution Européenne en 2005), mais elle doit impérativement s'élargir, car tous les secteurs de l'économie tunisienne seront touchés brutalement, et se renforcer en tout cas de soutiens internationalistes, y compris celui des progressistes anti-impérialistes militants dans les pays de l'UE prédatrice.

On voit bien que pendant que les USA œuvrent à imposer l'ouverture des marchés de l'UE à ses Firmes Transnationales avec le projet TAFTA que préfigurent l'OPA de Général Electric sur Altshom au détriment de Siemens, l'UE dicte l'ouverture des marchés Africains à ses Firmes Transnationales à travers l'ALECA en Tunisie et les APE (accord de partenariat économique) en Afrique de l'ouest et du centre. C'est en cela que les luttes contre TAFTA dans les pays de l'UE, l'ALECA en Tunisie et l'APE en Afrique doivent être l'occasion de construire un front uni internationaliste des peuples contre la mondialisation libérale impérialiste.

* UGET : Union Générale des Etudiants Tunisiens. UJML : Union des Jeunes Marxistes Léninistes.



Sur les remparts de la médina de Sfax

Les Accords de Partenariat Economique (APE): Symptômes de la crise du capitalisme

La francophonie et les APE au secours de la France en crise

Contrairement au Forum Social Africain qui s'est déroulé du 15 au 19 octobre 2014, la thématique APE, « libre-échange » et mondialisation capitaliste ne retiendra pas l'attention du XV^e sommet de la francophonie à Dakar qui a pour thème : « Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement ». Il faut sinon éviter les sujets qui déculottent, du moins les aborder sous l'angle « du côté positif de la colonisation ». Ainsi, il y a quelques jours, au Sénégal, un nouveau directeur des douanes est nommé, après la réunion des douanes francophones, qui affirme que les APE sont si positifs pour les entreprises sénégalaises que les pertes de recettes douanières seront compensées par une augmentation d'impôt. C'est en rupture avec les Assises Nationales. Le mardi 24 novembre est dévoilé le plan opérationnel du programme accord de partenariat économique pour le développement (PAPED) du Sénégal d'un coût estimatif de 574,376 milliards de francs CFA (environ 1,148 milliards de Dollars). Malgré cette « rémunération pour bonne conduite », appelée pudiquement compensation ou aide, le contre-sommet de la francophonie de Dakar se devait de révéler la francophonie comme espace de légitimation des APE, instrument d'un pillage accru des ressources des peuples ce 30 novembre 2014 à la Fondation Rosa Luxembourg. 150 gendarmes aux ordres de Macky Sall ont empêché la tenue du colloque. Voici une partie de ce que Macky Sall ne veut pas qu'on partage avec le peuple.

0,8% de taux de croissance pour l'Union Européenne (UE) et 1,3 et 1,2% pour Allemagne, la locomotive de l'UE, en 2014 et 2015 a annoncé le Fmi il y a quelques jours. Risque d'une troisième récession ajoute-t-on. Le capitalisme est en crise. C'est un secret de polichinelle. Cette crise est aggravée par la perte de marchés.

La météo économique est aussi mauvaise pour la France impérialiste, deuxième pays moteur de l'UE, et ses entreprises en Afrique. Sur les neuf premiers mois de l'année 2013, la Chine socialiste avec 4,95 milliards de dollars d'exportation devient en 2013 le premier fournisseur de l'Algérie devant la France qui suit avec 4,7 milliards. Entre 2000 et 2011, « la part de marché de la France au sud du Sahara a décliné de 10,1% à 4,7% » (Makhtar Diouf in Wal Fadjiri, le 4 février 2008, Regard sur les Ape :

Après les clameurs, tambours et trompettes). Entre 2005 et 2011, la part de marché de la France a fondu de 18 points en Côte d'Ivoire, de 6 points au Sénégal et de 8 points au Gabon. En 2011 et 2012, la France fournit respectivement 12,8% et 11,8% des importations du Cameroun contre 10,8 et 10,4% pour la Chine. « En dix ans, la France a perdu la moitié de ses parts de marché en Afrique subsaharienne », a reconnu récemment Pierre Moscovici. Que l'on est loin, par exemple, de 1996 où la France était premier fournisseur de l'Afrique avec 21% des parts de marchés et une balance commerciale bénéficiaire de 30 milliards de francs français.

Devant la perte de beaucoup de marchés, l'état d'esprit de rente français réagit. Peu importe où les parts de marchés perdues se trouvent dans le monde, l'impérialisme français considère que la géographie se trompe, et qu'elles sont situées en France surtout lorsqu'elles sont dans son ancien empire colonial. Le Zambèze doit davantage venir au secours de la Corrèze ! Même si le prix à payer est que sur les 10 derniers pays du classement PNUD en 2014 les 07 soient francophones. Ces 70% doivent être mis en corrélation avec un autre chiffre. Sur un total de 67 coups d'état qui se sont passés en Afrique dans 26 pays au cours des 50 dernières années 16 de ces pays sont des ex-colonies françaises, ce qui signifie que 61 % des coups d'états en Afrique ont été initiés dans d'anciennes colonies françaises. (...) Vous voulez d'autres liens entre les APE et la francophonie ? L'Etat français se bat dans le cadre de l'UE pour l'imposition des APE aux pays africains. Mais en même temps, il espère après l'imposition des APE aux peuples damer le pion aux autres impérialistes. Quel est l'atout de la France dans le cadre des contradictions inter capitalistes ? Ecoutons Jacques Attali : - « Il existe bien une corrélation entre le taux de pénétration du français dans un pays et la part des exportations françaises dans ce pays » - « Il existe une corrélation entre la proportion de francophones dans un pays et la part de marché des entreprises françaises dans ce pays » - « (...) les français peuvent inverser la tendance d'abord en faisant comprendre aux chinois et aux japonais que la meilleure façon d'aller en Afrique c'est de passer par la France, parce que c'est en français qu'on peut le mieux commercer, investir en Afrique...le développement de l'enseignement du français crée les

conditions pour les entreprises françaises de se développer » (Mamadou Diop « Decroix », 20 août 2006, APE et OMC : ne faut-il pas un plan « B » à l'Afrique ?).

Les APE, c'est le colonialisme ! La francophonie, c'est aussi le colonialisme ! Quand deux colonialismes se suivent, l'un est forcément au service de l'autre. C'est pourquoi le bras armé du capitalisme européen qu'est

par **Guy Marius Sagna**, Membre du collectif « NON AUX APE », Membre du comité restreint du contre-sommet de la francophonie du Sénégal

l'UE négocie des accords avec les différentes parties d'un monde dépecé. TAFTA, CETA, TISA, APE...Quelque soit leur dénomination ils sont tous des accords de libre-échange. Liberté pour le pot de fer d'écraser le pot de



terre. Comment produire plus, à moindre coût et réaliser un maximum de bénéfices ? Telle est la question à laquelle répondent ces accords. (...) Rappelons que les Ape sont contenus dans l'Accord de Cotonou (articles 34 à 37) qui a été signé, en connaissance de cause, par les chefs d'Etats africains en exercice le 23 juin 2003. Cet accord de Cotonou régit la nouvelle coopération entre l'Union européenne et les ACP. Une coopération dont la nature véritable n'a pas pris de ride depuis 1958 quand Michel Debré faisait remarquer : « on parle beaucoup de l'Eurafrrique. C'est un mot qui cache des pensées grandioses et d'autres malsaines. Derrière la vision d'une entente entre le monde blanc et le monde noir, certains dissimulent leur calcul : associer, dans un échange inégal, les matières premières de l'Afrique et la capacité industrielle de l'Europe ».

Voici ce que dit l'article 37 de l'Accord de Cotonou, alinéa 1 : « Des Accords de partenariat économique seront négociés durant la phase préparatoire qui se termine au 31 décembre 2007 au plus tard. Les négociations formelles pour les nouveaux arrangements commerciaux débuteront en septembre 2002 et les nouveaux arrangements commerciaux entreront en vigueur le 1er janvier 2008... ». Et l'alinéa 7 de l'article 37 de poursuivre tout aussi clairement : « Les négociations des Accords de partenariat économique auront principalement pour objet d'établir un calendrier pour la suppression progressive des barrières commerciales entre les parties, en conformité avec les règles de l'OMC ». Pour résumer les APE disons : « On permet à 100 % de vos produits d'entrer sans droits de douane en Europe et vous faites la même chose pour au moins 80 % des nôtres. ». (...). Mais l'attitude du capital UE se comprend par cette sentence si actuelle : « Le capital a horreur de l'absence de profit ou des très petits profits comme la nature a horreur du vide. Quand le profit est adéquat, le capital devient audacieux. Garantisiez-lui 10 pour cent, et on pourra l'employer partout ; à 20 pour cent, il s'anime ; à 50 pour cent, il devient carrément téméraire ; à 100 pour cent il foulera aux pieds toutes les lois humaines ; à 300 pour cent, il n'est pas de crime qu'il n'ose-



ra commettre, même s'il encourt la potence. Si le tumulte et les conflits rapportent du profit, il les encouragera l'un et l'autre. La preuve : la contrebande et la traite des esclaves. » (K. Marx).

Les dernières preuves contemporaines de cette sentence : les guerres en Irak, Syrie, Ukraine, Libye, Mali, Côte d'Ivoire et République Centrafricaine. Les intérêts en jeu dans ces machins que sont les pays de la zone franc...sont compris entre 100 et 300%.

La coopération commerciale entre l'UE et les pays de la CEDEAO est basée sur le principe de non-réciprocité : les produits en provenance d'Afrique de l'Ouest sont admis librement sur les marchés de l'UE, sans droits de douane, alors que les produits UE peuvent être frappés de droits de douane lorsqu'ils entrent en Afrique de l'Ouest. Plus la crise est forte pour le Capital UE, plus l'UE demande le respect des règles de l'OMC et donc l'application des APE. Avec l'application des APE ce sera le principe de réciprocité : les produits UE entreront sur les marchés africains sans droits de douane, exactement comme c'est le cas aujourd'hui pour les produits africains sur le marché européen. La question qu'il faut se poser est : pourquoi l'UE n'a-t-elle pas choisi l'option inverse du principe de réciprocité consistant à demander aux produits en provenance d'Afrique de l'Ouest de payer désormais des droits de douane ? Selon la Déclaration de la Société Civile sur l'Accord de Partenariat Économique (APE) en date du 14 février 2014 « *Le Ghana et la Côte d'Ivoire pourraient subir des pertes de revenus de l'ordre de 378 et 159 millions de dollars respectivement, en cas de mise en œuvre de leur APE. Cependant, en cas de non mise en œuvre de ces APE, les dépenses auxquelles leurs entreprises feront face, du fait des droits de douane additionnels sur le marché*

européen, seront de l'ordre de 51,9 et 121 millions de dollars respectivement ». Déjà en 2008, la parlementaire Taubira, actuelle ministre de la justice française, prophétisait dans un rapport commandé par Sarkozy : « *Après la suppression des recettes fiscales douanières qui constituent parfois près de 40 % des ressources budgétaires des États, les APE vont procéder durablement sinon définitivement au désarmement des États* ». (...) Le Parlement européen, tout comme Taubira, a rallié la cause de la commission européenne. Que ceux qui nous demandent une alternative aux APE méditent cela. En vérité c'est parce qu'après 20 ans, l'UE économisera (selon le centre de calcul South Center) près de 1.300 milliards de droits de douanes sur les produits exportés vers l'Afrique et les pays africains n'en économiseront que 98 milliards. D'où une perte sèche en recettes douanières de 1.202 milliards. En vérité, les APE sont à l'image de cette convention à laquelle faisait allusion Jean Jacques Rousseau et au détriment des pays ACP : « *Je fais avec toi une convention toute à ta charge et toute à mon profit, que j'observerai tant qu'il me plaira, et que tu observeras tant qu'il me plaira* » (Mawuna Remarque Koutonin in Mondialisation.ca, 20 février 2014, Le saviez-vous ? 14 pays africains contraints par la France à payer l'impôt colonial pour les "avantages" de l'esclavage et de la colonisation). C'est ainsi que Rousseau, dans le Livre I, chapitre IV de son *Contrat social*, décrit le droit d'esclavage. Ne décrit-il pas le droit à la recolonisation en cours sous nos yeux ? (...) les APE, tactique capitaliste de recherche effrénée du profit, n'est pas le symptôme d'un capitalisme en crise mais du capitalisme tout court. L'article 37 des Accords de Cotonou disent clairement que la suppression des barrières douanières est conforme aux règles de l'OMC. C'est

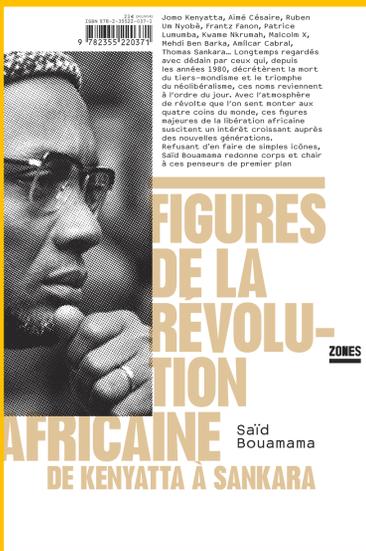
pourquoi, nous pouvons dire que la lutte contre les APE est objectivement une lutte anti libérale, anti capitaliste et contre le néo colonialisme. Cependant, dans la lutte contre les APE, tout comme dans le mouvement alter mondialiste, il y a différentes tendances qui s'affrontent. Réformer ou combattre les IFI ? Combattre des excès libéraux ou ultra libéraux ou remise en cause du système capitaliste ? S'opposer aux blancs ou à un empire ou s'opposer au système impérialiste ? Démocratiser la mondialisation ou se battre pour la souveraineté nationale ? Sortir le capitalisme de la crise ou sortir du capitalisme en crise ? (...)

Ce qui est constant, c'est qu'à chaque fois que le capitalisme a été en crise, le Capital a imposé aux travailleurs et aux peuples du centre et de la périphérie, et au besoin par la guerre, le règlement de celui-ci. Les dominés et les opprimés ont toujours payé le coût de leur domination dans l'histoire. C'est comme cela qu'il faut comprendre les expériences d'austérité des peuples grec, italien, espagnol, chypriote, irlandais, portugais. Cela confirme P.Barnevick, ancien président de la multinationale ABB qui disait : « *Je définirai la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales* » (JACQUES BERTHELOT, Le Monde Diplomatique, Septembre 2014, P.12 -13, APE : LE BAISER DE LA MORT DE L'EUROPE A L'AFRIQUE).

En attendant, poursuivons, tous ensemble, la lutte contre les APE dans le cadre, par exemple, de la coalition nationale NON AUX APE au Sénégal. (...)

NOTE de LECTURE: Figures de la Révolution Africaine

Saïd BOUAMAMA - Editions La Découverte



Jomo Kenyatta, Aimé Césaire, Ruben Um Nyobè, Frantz Fanon, Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah, Malcolm X, Mehdi Ben Barka, Amílcar Cabral, Thomas Sankara... Longtemps regardés avec dédain par ceux qui, depuis les années 1980, décrétèrent la mort du tiers-mondisme et le triomphe du néolibéralisme, ces noms reviennent à l'ordre du jour. Avec l'atmosphère de

admiration pour ces figures rebelles, dont la plupart moururent effectivement au combat, Saïd Bouamama n'en fait pas des martyrs absolus : la pensée en action est toujours située, incertaine, inachevée.

C'est pourquoi ce livre s'attache, avec beaucoup de pédagogie, à inscrire ces parcours dans leurs contextes sociaux, géographiques et historiques. On comprend mieux dès lors comment ces hommes, qui ne vécurent pas tous sur le continent africain, mais furent tous confrontés à l'acharnement des puissances impériales, cherchèrent les armes pour sortir l'Afrique de la nuit coloniale et faire émerger une nouvelle universalité.

À l'heure où l'on se demande comment avoir prise sur le monde, ce portrait politique collectif rappelle qu'il a toujours été possible, hier comme aujourd'hui, de changer le cours des choses.

révolte que l'on sent monter aux quatre coins du monde, ces figures majeures de la libération africaine suscitent un intérêt croissant auprès des nouvelles générations.

Refusant d'en faire de simples icônes, Saïd Bouamama redonne corps et chair à ces penseurs de premier plan qui furent aussi des hommes d'action. Leurs vies rappellent en effet que la bataille pour la libération, la justice et l'égalité n'est pas qu'une affaire de concepts et de théories : c'est aussi une guerre, où l'on se fourvoie parfois et dans laquelle certains se sacrifient. S'il ne cache pas son



La françafrique commence à vaciller avec le Burkina Faso!

Depuis le 30 octobre 2014, un vent nouveau souffle sur le Burkina Faso, pays des hommes intègres, baptisé ainsi par Thomas Sankara en 1984, alors plein d'espoir pour ce pays d'Afrique de l'Ouest. Assassiné en 1987, c'est son propre bras droit, Blaise Compaoré, qui le trahit et prend alors le pouvoir, et le conservera jusqu'à ce 30 octobre dernier.

C'est arrivé comme un coup de vent en effet : le peuple burkinabè, en deux jours d'une insurrection exemplaire sur bien des plans, a fait partir l'autocrate Compaoré, et avec lui, entend bien balayer tout le système en place. Le peuple, dont la gronde couvait pourtant ouvertement depuis un an, a pris de court Compaoré comme ses soutiens. Ceux-ci, dont l'impérialisme Français, n'ont apparemment pas mesuré l'ampleur de la mobilisation et de la détermination du peuple à la veille même des manifestations.

La social démocratie au pouvoir a de quoi être dans ses petits souliers au Burkina Faso : en effet, François Hollande, tout comme ses prédécesseurs depuis la prise de pouvoir de Compaoré, l'aura soutenu jusqu'à la fin dans ses tentatives désespérées de conserver le pouvoir au Burkina, fermant les yeux fort à priori sur son passé et les 27 ans de règne continu de celui qu'on cherchait malgré tout à présenter comme un incontournable médiateur de la paix en Afrique et un grand démocrate. Ainsi, Hollande lui a jusqu'à la veille de l'insurrection proposé des alternatives « honorables » à son maintien à la tête du Burkina, dans une lettre où sans ambiguïté aucune sur l'étroitesse de leurs liens, il signait « bien à toi ». La France impérialiste a ainsi, jusqu'à la fin, soutenu et protégé celui qui aura été l'indéfectible garant des intérêts des multinationales françaises, militaires comme commerciaux, en Afrique de l'Ouest.

Le gouvernement Français s'est encore une fois compromis lors du soulèvement populaire du 30 octobre, il doit maintenant faire profil bas. Le jour même de l'insurrection, on n'a pu entendre qu'un timide et insultant « appel au calme », preuve évidente que l'Etat français ne prenait pas la mesure de ce qui était en train de se passer, et surtout, ne condamnait en rien les tentatives de bidouillage de la constitution burkinabè qui avait pour but de permettre à Compaoré de se représenter ... encore !

On sait qu'ensuite l'ambassadeur de France a cherché à participer aux réunions qui préparaient la transition, mais qu'il n'a pas été sollicité. De fait, au lendemain de l'insurrection, les français résidant au Burkina rece-

vaient une lettre assez sibylline de l'ambassade où l'on saluait d'un côté le courageux peuple burkinabè tout en se félicitant d'avoir assuré la « sécurité » des français sur place. Sécurité qui n'a jamais été menacée directement.

Dans le même temps est venue la déclaration de François Hollande qui affirmait que la France avait « joué un rôle sans y participer » dans l'exfiltration de Compaoré ! D'une part, on joue sur les mots de peur de se brûler les doigts au lendemain d'une révolte populaire victorieuse, ne sachant pas encore dans quel sens le vent va tourner, que veut dire « jouer un rôle » si ce n'est pas participer ? Et fournir hélicoptère et escorte militaire, n'est ce pas clairement participer ? ! D'autre part, ce faisant, on est moins soucieux et regardant de la sécurité des français du Burkina au regard des réactions que pourrait susciter une telle ingérence française dans l'insurrection populaire burkinabè.



Les réactions ont été très fortes à la déclaration de Hollande, évidemment. D'autant qu'il a par la suite sous entendu que ce faisant, la France avait permis qu'il n'y ait pas de « drame ». C'est d'une part oublier que la vingtaine de morts qu'a fait le soulèvement était du côté des civils; d'autre part, que si il n'y a pas eu de bain de sang, c'est avant tout parce que les militaires ont refusés de tirer sur les manifestants, et que ces derniers n'ont pas cherché à faire usage de violence physique à l'égard des partisans de Compaoré. Cette révolution, exemplaire dans son efficacité comme dans sa mesure, s'est faite sans plus de drame grâce aux Burkinabés, qui, dès le lendemain, nettoyaient les rues !

Aujourd'hui, l'exfiltration de Compaoré en Côte d'Ivoire lui permet surtout de se soustraire à la justice de son pays, alors qu'on parle enfin de rouvrir les enquêtes sur les morts de Thomas Sankara et de Norbert



Zongo.

De manière plus générale, les premières heures et les premiers jours de la transition ont démontré que les insurgés n'étaient pas prêts à se remettre au pas des instances internationales et des Etats inféodés au système capitaliste et impérialiste. A ceux qui voulaient leur imposer méthode et calendrier, Zida, premier président de la transition, a dit clairement que le Burkina et les Burkinabè prendraient le temps qu'il faudrait pour organiser le changement de la manière qu'il leur semblerait la plus juste et la plus appropriée aux aspirations du peuple.

Encore aujourd'hui, le grand ménage lancé par des mouvements populaires tels que le

bien nommé « balai citoyen » est en cours. Blaise Compaoré avait jusque là été un fidèle garant des intérêts impérialistes français en Afrique de l'Ouest, nul doute que l'échiquier est en train de se redistribuer. Cependant, le peuple burkinabè veille et n'a plus l'intention de se laisser mener par le bout du nez et par n'importe qui, et a donné un vivifiant et enthousiasmant exemple à ses voisins. Pour le moment, même si il n'est pas encore question, par exemple, de renationaliser Sitarail, l'ancienne entreprise publique ferroviaire détenue par le groupe Bolloré, ou de remettre en cause la présence militaire fran-

çaise au Burkina... gageons cependant que la françafrique a subi ici une défaite importante, même si le combat reste à mener.

Tout comme le Mali en 1991 avec le renversement de l'autocratie militaire ou le Sénégal en 2012 avec l'expulsion par les urnes de la menace monarchiste présidentielle, la mobilisation populaire au Burkina vient de mettre bas un des piliers du système de domination de l'impérialisme françafricain. Après la Tunisie et l'Egypte, le Burkina montre que les peuples africains recherchent une alternative aux régimes inféodés à l'impérialisme et à ses diktats libéraux anti-sociaux et anti-nationaux. Les élections à venir dans d'autres pays d'Afrique seront, il faut l'espérer, d'autres occasions pour les peuples de continuer à secouer les fondements du système prédateur françafricain.

DAECH : Après l'ingérence humanitaire, la stratégie du chaos...

Les bourgeoisies impérialistes européennes et occidentales sont aujourd'hui dans une contradiction inextricable, effet collatéral à leur stratégie du chaos. Mais le front anti-impérialiste et pour la Paix ne doit pas tomber dans le piège apparent de cette contradiction qu'il faut éclairer autant que possible.

En apparence, le mouvement djihadiste qui s'est emparé d'une partie de territoire entre la Syrie et l'Irak pour en faire un « Califat » totalement fantasmé, siège d'une barbarie sans nom, est devenu l'ennemi public numéro un des puissances occidentales. Mais curieusement, cette fois, ces dernières ne parlent plus « d'axe du mal », et encore moins « d'axe du bien »... tant les forces, qui ces dernières années, ont combattu le terrorisme islamiste armé par l'Europe et les USA, composaient justement l'« axe du mal » contre les « rebelles » pro-occidentaux : La Libye de Ghaddafi, la Syrie de Bachar El Assad, le Hezbollah libanais, la Russie de Poutine en Tchétchénie il y a plus longtemps...

Car l'islamisme radical, création impérialiste US à l'origine visant à lutter contre le communisme en Afghanistan notamment, ou contre le marxisme et le panarabisme dans le monde Arabe depuis les années 60, reçoit encore aujourd'hui ses soutiens militaires et financiers exclusivement de « l'axe du bien » décrit jadis par Bush : les monarchies féodales intégristes et sionistes d'Arabie Saoudite et du Qatar, bases traditionnelles des USA au Moyen Orient, mais aussi la Turquie, autre base stratégique de l'OTAN dans la région.

On peut constater que pour atterindre ses objectifs hégémoniques et prédateurs, l'impérialisme occidental dirigé par les USA a ajouté à l'alliance avec les théocraties fondamentalistes Wahhabites, Salafistes et Takfiristes le blocus économique. C'est l'arme qui a meurtri silencieusement pendant des années l'Irak de Saddam Hussein avant le coup de grâce post-11 septembre, la Corée du Nord et bien sûr Cuba. Il semble aujourd'hui hors de question pour l'Europe et les USA de réellement sanctionner éco-

nomiquement Daech et d'apporter un soutien direct aux forces laïques et anti-terroristes locales (La Syrie de Bachar, le Hezbollah libanais, les gouvernements irakien et iranien, jusqu'aux héros kurdes musulmans sunnites à l'avant-garde de cette lutte armée dans la ville symbolique assiégée de Kobané) :

Des sanctions économiques ? DAECH gagne chaque jour plus de trois millions de dollars avec la vente de son pétrole : C'est le groupe islamiste le plus riche de la mouvance sans contestation possible. Qui achète ce pétrole ? La Turquie, membre de l'OTAN mais aussi des Etats européens bien sur. « Malheureusement des Etats de l'Union Européenne achètent ce pétrole. Je ne peux pas en dire plus, ce n'est pas une information publique » avait déclaré l'été dernier Jana Hybaskova, ambassadrice en Irak de l'UE.

Une opération « tempête du désert » à l'irakienne ? Un pilonnage à la libyenne ? Bien sur que non : les bombardements de la principale coalition militaire mondiale sur les maigres forces matérielles djihadistes ne les ont toujours pas fait reculer. En effet, comme le préconise Laurent Fabius, Ministre des Affaires Etrangères et fer de lance de la guerre anti-syrienne (qui a donc armé et soutenu ces djihadistes « rebelles » en Syrie depuis des années), il faut se limiter à des « frappes ambiguës » (sic !) visant en fait à éviter que les forces de Bachar ne puissent prendre du terrain si les lignes djihadistes venaient à reculer en Syrie ! «*Nous disons qu'il faut des frappes que l'on appelle des frappes ambiguës, qui permettent de faire reculer Bachar al-Assad et qu'il y ait au Nord de la Syrie, des zones de sécurité où la population syrienne puisse en paix se développer.* » disait-il précisément sur France Inter en novembre dernier. Quant aux résistants kurdes, qu'ils soient sunnites, chrétiens, ou marxistes, ils sont eux-mêmes accusés de terrorisme par le valet pro-US turc depuis toujours... quel soutien concret pourraient-ils recevoir aujourd'hui face à ces créatures barbares de l'impérialisme, au-delà des bonnes intentions hypocrites relayées dans notre

presse ? Selon Bachar El Assad : « *En réalité, l'Etat islamique a été créé en Irak en 2006. Ce sont bien les Etats-Unis et non la Syrie qui occupaient l'Irak. Abou Bakr Al-Baghdadi était dans les geôles américaines et non dans les prisons syriennes. Qui a donc créé l'Etat Islamique? La Syrie ou les Etats-Unis ?* » (Paris Match, Décembre 2014)



**HONNEUR
AUX COMBATTANTES
DES UNITES DE DEFENSE
POPULAIRE KURDES (YPG)
DE KOBANE**

JEUNES JIHADISTES

Le capitalisme en crise fabrique des terroristes et des manipulateurs

Se souvient-on de Hollande appelant à la guerre contre la Syrie avant d'être laissé au milieu du guet par le vote du parlement britannique et le congrès US saisi par Obama? Fabius, le ministre des affaires étrangères encensait les assassins d'Al Nostra, la branche syrienne d'Al Qaïda, comme des "combattants de la liberté". Les chefs d'Etat de l'UE et des USA savaient déjà à l'époque que des milliers d'enfants et de jeunes jihadistes de nos quartiers populaires constituaient une part importante des jihadistes qui semaient la désolation et la mort en Syrie.

Et c'est seulement une fois le projet israélien et impérialiste de guerre contre la Syrie a été mis en échec par la Russie, la Chine, l'Iran et les pays libérés d'Amérique du Sud notamment, et que "l'Etat islamique" s'est taillé un territoire couvrant à la fois une partie de la Syrie et de l'Irak, que le discours des gouvernements occidentaux a commencé à se préoccuper des "1400 jeunes jihadistes Français".

Tant qu'il s'agissait d'en finir avec le pouvoir laïc pan-arabe de Syrie, les jihadistes semblaient être des alliés de l'impérialisme et de nos gouvernants. Il est de notoriété publique que les bandes terroristes sont financés par les théocraties des pétro-dollars saoudienne, qatarie, koweïtienne et des Emirats. En effet seuls les intérêts de la firme pétrolière TOTAL comptent pour les commis serviteurs "démocrates" à la tête de nos Etats qu'ils soient de droite ou de gauche en croisade pour la domination mondiale des USA et de l'UE.

Apprentis sorciers, ils fabriquent ainsi les monstres jihadistes qui assassinent de l'Afghanistan dans les années 79, à l'Algérie dans les années 90, en Libye, au Mali, au Nigéria et au Cameroun avec Boko Haram, à la Syrie et en Irak puis à Paris aujourd'hui. On assiste à l'utilisation du chaos ainsi créée pour se lancer dans la "croisade contre les barbares" au nom des "valeurs de la civilisation occidentale".

La manipulation ici s'étend aussi au laisser faire de l'argent des pétro-dollars pour financer et embrigader les victimes de l'islamophobie dans les quartiers de nos villes. L'argent des salafistes, wahhabites, takfiristes des monarchies totalitaires du Moyen-orient vient remplacer les subsides publics qui servaient, hier, à l'encadrement de la misère sociale et des victimes de la discriminations racistes dans les quartiers populaires. Les enfants du peuple sont ainsi condamnés à faire le circuit de la case dealers puis de la case prison, ensuite pour certains de la case jihadistes avant de finir abattus comme les Kaouchi et Coulibaly au nom de la "sécurité".

Ce signe évident de la décadence parasitaire criminelle guerrière de l'impérialisme US et de l'UE est bien entendu accompagné d'une stratégie de la tension surfant à la fois sur l'émotion, la peur et le racisme islamophobe, romophobe, négrophobe et la fascisation. Cette stratégie de l'insécurité permanente n'a d'autre but que de diviser les travailleurs et les peuples confrontés à la régression sociale et à la broyeuse des conquêtes démocratiques. Les lois liberticides à l'instar du "patriot act" US serviront ainsi à mâter toute résistance à la barbarie capitaliste et impérialiste.

Pour se débarrasser des monstres terroristes et des manipulateurs impérialistes et de leurs amis des pétro-dollars, il faut l'unité du peuple pour battre les fascismes et pour renverser le capitalisme et l'impérialisme.

Lutter contre la concentration des terroristes vers Daech ? D'après Bachar Al Assad, « *Le terrorisme est une idéologie et non une organisation ou une structure. Or, l'idéologie ne connaît pas de frontières. Il y a vingt ans, le terrorisme s'exportait depuis notre région, en particulier depuis les pays du Golfe, comme l'Arabie saoudite. A présent, il nous vient d'Europe, et notamment de France. Le plus gros contingent de terroristes occidentaux venus en Syrie est français.* » (Paris Match, décembre 2014). Ces salafistes français, abreuvés de propa-

gande qatari mais aussi de propagande officielle anti-Bachar ou anti-Ghaddafi de la part d'une presse qui a désigné des laïcs (par ailleurs musulmans, rappelons-le) comme « nouveaux Hitler » et des djihadistes armés comme des « rebelles » qu'il faudrait soutenir, peuvent-ils se sentir vraiment illégitimes en partant vers ce que certains irresponsables appellent des « brigades internationales » syriennes ?

Il est bien clair que cette bête immonde nommée Daech, fruit d'un docteur Frankenstein européen-américain dont le but initial reste d'écraser des Etats laïcs arabes antisionistes et souverains, d'affaiblir l'Iran (des hérétiques chiites pour les intégristes du « califat ») et le Hezbollah libanais chiite, et donc de soutenir

GUERRE A LA BARBARIE!



**NARIN AFRIN
LA COMANDANTE DE LA RESISTANCE KURDE DE KOBANE**



Abou Miriam, colon djihadiste français décapite une résistante kurde à Kobané

Israël, l'autre Etat colonial terroriste de la région : [« *Dans le saint Coran, Allah ne nous a ordonné de combattre Israël ou les juifs qu'après avoir combattu les renégats et les hypocrites* » avait twitté Al Baghdadi. Autrement dit, Daech ne s'attaquera pas à Israël et peut même compter sur son soutien contre les ennemis de toujours pour ce dernier : Bachar et Nasrallah notamment...].

Nous sommes donc bien face à une sorte de pieuvre cosmopolite sans aucune identité nationale (Daech est représenté par des français, des tchéchènes, des qataris, des saoudiens, des tunisiens... et même des chinois ouïgours !) armée et financée directement et indirectement par cet impérialisme qui fait la guerre à toutes les forces nationales

et antisionistes de la région, face à laquelle, dans une barbarie sans nom qui ne peut plus être masquée par la censure (du fait d'Internet surtout), les impérialistes, pour ne pas perdre tout crédit doivent au minimum faire semblant de s'opposer. Mais soyons-en sûrs : ils n'interviendront militairement que si l'opportunité se présente de réoccuper l'Irak ou la Syrie complètement (comme la tumeur terroriste au Mali, issue du chaos libyen perpétré par l'Europe et les USA aux cotés des islamistes tout d'abord, avait permis à la France impérialiste de réoccuper militai-

rement la partie Nord tant convoitée pour son sous-sol) !

Après le débâcle de sa stratégie dite de « l'ingérence humanitaire » qui a marqué les années 90 et 2000 (Afghanistan, Irak) et son incapacité à fragiliser réellement les véritables adversaires chinois et russes, et plus largement les BRICS, la nouvelle « stratégie du Chaos », qui consiste à affaiblir les récalcitrant de l'intérieur, ou à intervenir contre ceux qu'on vient d'armer, se met en place (Mali, Libye, DAECH, NIGERIA et CAMEROUN avec Boko Haram). Ne soyons pas dupes des circonvolutions tactiques de l'impérialisme : déjouons ses pièges et luttons contre ses médiamentonges !



NOTE de LECTURE: UKRAINE Le coup d'Etat fasciste orchestré par les Etats Unis Stephen LENDMAN - Editions DELGA

Dix-huit des meilleurs analystes nord-américains montrent ici que le 22 février 2014, place Maidan à Kiev, après des mois de déstabilisation politique financée par les États-Unis et l'Union européenne, des groupes soutenus par l'Occident ont confisqué par un coup d'état flagrant le pouvoir d'un président démocratiquement élu.

Des extrémistes néo-nazis, à l'avant-garde des manifestations, ont obtenu des ministères et d'autres postes importants dans le nouveau gouvernement non-élu. à cause de la couverture médiatique pro-Maidan fortement influencée, sinon contrôlée, par les gouvernements occidentaux, les Européens ont généralement vécu ce changement de régime avec apathie.

Ils semblent ne pas comprendre qu'il y a eu un coup d'état fasciste au coeur de l'Europe... et un coup d'état soutenu par leurs propres dirigeants. Comme en Libye, Syrie, Yougoslavie, Irak, etc., on a assisté en Ukraine au plus cruel sadisme masqué par une gigantesque puissance de feu médiatique occidentale : assassinats à Maidan par des snipers d'élite néo-nazis maquillés en police d'État ; immolations vivantes au lance-flammes de fédéralistes pacifiques par des groupes néo-nazis téléguidés par la junte et maquillées en incendie à Odessa devant la police passive et complice ; officines déstabilisatrices de la CIA financées à hauteur de 5 milliards de dollars depuis 1991 et camouflées en ONG humanitaires « pro-démocratie », etc.

Cependant, du développement même de cet affrontement mûrit une « vision politique » : dans le Donbass, le peuple qui pour survivre secoue le joug du libéral-fascisme, prend conscience du fait que l'alternative « ou bien mourir pour un oligarque russe ou bien mourir pour un oligarque ukrainien » n'est pas pertinente et se dépasse nécessairement en : s'appropriant collectivement les biens productifs usurpés par les oligarques de toute obéissance. Puisse alors ce « retour du réel et du rationnel » refluer comme un boomerang de Donetsk vers l'ouest et montrer aux pyromanes US/UE que désormais le roi est nu.

Vadim PAPURA, étudiant de 17 ans, militant du Komsomol et du Parti communiste assassiné par les fascistes, le 2 mai 2014, dans l'incendie criminel de la Maison des Syndicats d'Odessa



HOMMAGE A NOTRE CAMARADE



LES REVOLUTIONNAIRES NE MEURENT JAMAIS!

Guerre en UKRAINE : POUTINE Soldat de la Paix...

Le coup d'état ukrainien de février 2014 a instauré un régime lié à des partis néo-nazis ou fascistes. Ce coup d'état, fomenté avec l'appui de l'Europe, et au tout premier plan la France, et des Etas Unis, répond à deux objectifs. Le premier est d'instaurer un pouvoir politique permettant une mise au pas de la classe ouvrière de ce pays (dans un premier temps). Le deuxième objectif, pour la coalition euro-étatsunienne, imbriqué dans le premier, est d'affaiblir la Russie de Poutine qui constitue un frein aux objectifs de toute puissance des USA et de ses vassaux européens.

« Retour vers le futur ? »

Il faut se replonger dans l'histoire de l'Allemagne des années 30, et de l'arrivée des nazis et d'Hitler au pouvoir, pour comprendre quel est l'intérêt pour les capitalistes euro-étatsuniens, de soutenir les partis fascistes et néo-nazis ukrainiens, Svoboda et Pravy-Sektor.

La fable enseignée à la jeunesse concernant la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne en 1933 est celle d'un leader politique tellement charismatique et fort, d'un peuple tellement déboussolé prêt à le suivre, que rien ne pouvait s'opposer à ce qu'il instaure une dictature nazie outre-Rhin. Une espèce de Superman obscur en quelque sorte... Pas un mot sur les forces en présence, ou si peu ; pas un mot non plus sur les rapports de classes nationaux et internationaux sous-jacents.

La réalité est bien évidemment tout autre. Le parti créé par Hitler, le NSDAP, a très vite bénéficié des soutiens, notamment financiers, à la fois de la frange la plus réactionnaire de la droite allemande, mais aussi et surtout des groupes capitalistes allemands puis internationaux. Ce leader politique et sa formation, ainsi que ses milices (SA et SS) sont apparus très vite comme une arme dont il fallait se servir contre la classe ouvrière et sa frange la plus éclairée, syndicale et politique (le Parti Communiste allemand).

Et au-delà de ces enjeux intérieurs à l'Allemagne, il y avait une question internationale urgente à traiter pour le capitalisme mondial : l'existence d'un pays qui dérogeait à la règle de l'impérialisme, du profit maximum et de l'exploitation de la masse des travailleurs, par une minorité de propriétaire de moyens de production. Ce pays était bien évidemment l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

En tant que contre modèle, référence pour l'ensemble des classes ouvrières des pays sous domination capitaliste, l'URSS était l'ennemi à abattre absolument, quel que soit le prix à payer. Et ce prix fut très élevé, on le sait : une guerre mondiale et 55 millions de morts, juste pour servir la « religion » du surprofit.

Car qu'on ne s'y trompe pas, les Henri Ford et autres Louis Renault, soutiens inconditionnels du 3^{ème} Reich, entre autres, ont très vite vu tout le potentiel qu'ils pouvaient tirer d'une

Allemagne « nazifiée » prête à mener le combat, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur contre toutes les forces anti-impérialistes, et donc contre le mouvement communiste, et principalement l'URSS.

« A l'Est rien de nouveau ? »

L'analogie avec la situation ukrainienne actuelle est assez criante. En février dernier, les pseudo-rebelles de la place Maïdan à Kiev prennent le pouvoir par la force, poussant à l'exil le président légitime du pays, Viktor Ianoukovitch.

Ce mouvement, initié en toute connaissance de cause par les USA, l'Europe au premier rang de laquelle figure la France, est dirigé d'une main de fer par deux organisations : l'une fasciste et ultra nationaliste, Pravy-Sektor, l'autre, nationale socialiste, Svoboda, dont le nom original était : Parti National Socialiste d'Ukraine.

Les tirs attribués par l'impérialisme mondial à la police régulière ukrainienne, proviennent de fait de snipers issus du camp des putschistes, et deviennent le prétexte au renversement du gouvernement légitime et à la mise en place d'un gouvernement fantoche dont 16 des 19 ministres sont des membres soit de Svoboda, soit de Pravy-Sektor, soit d'autres groupes ultra-nationalistes et fascistes.

Cela permis immédiatement une prise en main musclée de l'Ukraine et une chasse aux forces de résistance antifasciste et antinazie et donc bien évidemment une chasse aux communistes, seule organisation en capacité de dénoncer la supercherie et d'organiser une contre-offensive à la hauteur de l'enjeu.

D'où, très rapidement, une volonté des nouvelles autorités en place d'interdire le Parti Communiste d'Ukraine ; d'où, très rapidement également, la mise en œuvre d'une véritable chasse aux sorcières contre les communistes ukrainiens.

C'est ainsi qu'en décembre 2014 un projet de loi visant à interdire la « diffusion de l'idéologie communiste en Ukraine » a été déposé (ce qui revient de fait à interdire le PCU) :

« Selon son article 1, le projet de loi définit l'idéologie communiste « **comme un système de concepts, d'idées, d'opinions reposant sur la lutte de classe, la dictature d'une classe sur les autres, la création d'un État totalitaire, la violation des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, le déni des droits des peuples à l'autodétermination, la non-reconnaissance du droit à la propriété privée des moyens de production, l'établissement d'un système à parti unique, le renversement violent d'un système étatique** ».

Sa promotion comprend y compris sa « **diffusion dans les médias** », la « **production ou diffusion de produits contenant les symboles** », qui sont : « **les emblèmes, drapeaux de l'URSS, ou tout autre insigne qui porte les faucilles et marteaux ; les noms de rues, entreprises, institutions et organisations portant les noms des leaders communistes, le**

nom de l'URSS ».

Selon son article 2 : « **la promotion de l'idéologie communiste en Ukraine est interdite** », tout comme la « **promotion de partis politiques entités idéologiques qui utilisent les termes Communisme, Marxisme, Léninisme, Stalinisme** ».

Selon l'article 3, « **la production ou distribution de produits avec les symboles communistes, y compris des souvenirs, est interdite en Ukraine** ». »

De plus, toute personne faisant la promotion de « l'idéologie communiste » serait passible d'une peine de 5 ans de prison.

Parallèlement à ces projets, le régime autoritaire et totalitaire de Kiev fait passer un budget libéral ultra-austéritaire qui n'est pas sans rappeler les diktats de l'UE en Grèce.

Et bien évidemment tout est lié ; il s'agit pour les forces impérialistes adeptes du profit maximum d'empêcher toute critique matérialiste des choix, notamment économiques, et au-delà, d'empêcher que des forces organisées puissent construire un mouvement d'opposition frontale aux politiques libérales mises en œuvre.

Il s'agit également de faire entrer dans la clandestinité un parti résolument antinazi et antifasciste.

Là encore, l'analyse historique permet d'appréhender cette problématique sous un jour différent des analyses en trompe-l'œil des médias occidentaux, notamment français.

Pendant la deuxième guerre mondiale, l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN-B et -R), avec à sa tête Stepan Bandera, s'engage dans la collaboration active avec les nazis dès que ceux-ci occupent cette partie du territoire soviétique. Certains de ces ukrainiens seront utilisés avant le déclenchement de l'attaque allemande pour pénétrer les forces soviétiques et tenter de les déstabiliser.

On peut considérer qu'au moins 23 % des membres de cette formation fasciste occupaient des postes dans le 201ème SCHUTZMANNSCHAFT, bataillon de « sécurité policière » créés par les SS afin de combattre la résistance antinazie. Au total, ce ne sont pas moins de 12 bataillons de ce type – lituaniens, estoniens, biélorusses... - qui sont mis sur pieds pour assister l'Allemagne dans la répression contre les mouvements de résistance et les combats contre l'Armée Rouge.

Cet anticommunisme utilisé par l'impérialisme ne vient donc pas de nulle part, et ce n'est pas un hasard que les milices fascistes et nazies à l'œuvre à l'ouest de l'Ukraine, défilent, lors de leurs manifestations, sous le portrait de Stepan Bendera ; ce n'est pas non plus un hasard que des cérémonies à la mémoire des SS sont organisées, alors même que les célébrations de la victoire sur la barbarie nazie, le 9 mai, sont interdites et doivent se dérouler aux risques et périls de ceux qui y participent, communistes en tête.

C'est dans ce contexte de fascisation de l'Ukraine, que le secrétaire général du Parti Communiste d'Ukraine, Petro Simonenko a été physiquement agressé par deux députés de Svoboda alors qu'il faisait une déclaration pour dénoncer : « **les actions des groupes nationalistes et fascistes qui au cours des der-**

niers mois se sont emparés de bâtiments officiels, des arsenaux, de postes de police et des services de sécurité et ont distribué des armes aux groupes radicaux ».

C'est dans ce contexte également que les milices fascistes ont incendié la Maison des Syndicats d'Odessa le 2 mai 2014 pour masquer l'assassinat perpétré à l'intérieur du bâtiment contre des opposants au régime ukrainien. Quarante-deux personnes ont ainsi été exécutées, dont Vadim Papura, militant de 17 ans des Jeunesses Communistes.

Pour l'heure, c'est l'est de l'Ukraine, résistant à cette volonté d'instaurer un régime nazi sur l'ensemble du territoire ukrainien, notamment la République Populaire du Donbass, qui essuie l'acharnement meurtrier de la clique de Kiev. Les bombardements de populations civiles succèdent aux bombardements de populations civiles.

En août 2014, le nombre de victimes – civiles – dans cette république martyre s'élevait déjà à 4000 et le nombre de blessés à 4900. Et là encore, les communistes, première force de résistance dans le Donbass paient un lourd tribut dans les attaques lancées par les néonazis à la solde des capitalistes européens et étatsuniens.

Il s'agit donc bien d'une mise au pas du peuple ukrainien, initiée par l'Europe et les États Unis. C'est une sorte d'expérimentation grandeur réelle qui servira, la cas échéant, de modèle pour la mise au pas du reste des peuples.

La Russie, le nouvel ex-ennemi

L'URSS, on l'a vu, a constitué l'ennemi absolu de l'impérialisme mondial; il était en effet intolérable pour la classe capitaliste que puisse exister un pays aussi grand dans lequel la notion de profit était bannie, dans lequel ceux qui produisaient la richesse (la classe ouvrière) en récoltaient les fruits, dans lequel l'éducation, la santé étaient des priorités, etc.

Il fallait l'abattre, fut-ce au prix d'une guerre mondiale meurtrière et de l'instauration du nazisme.

La puissance de l'industrie soviétique, l'attachement de son peuple à son système, la stratégie fine de ses dirigeants a fait capoter ce projet; l'URSS en 1945 a vaincu le l'Allemagne nazie et ses complices, faisant la déception des grands industriels mondiaux qui l'avaient soutenue et amenée au pouvoir.

La fin de l'URSS en 1991 et l'avènement au pouvoir de Boris Eltsine et de sa clique de liquidateurs a constitué une bouffée d'oxygène pour les capitalistes mondiaux; la liquidation du système progressiste et la privation des moyens de production, jusqu'alors propriété des travailleurs, au profit de quelques individus ou groupes en quête de plus-values toujours plus grandes a permis aux forces impérialistes de faire pendant un temps de la Russie une espèce de « colonie » dans laquelle on pouvait aller se servir, le tout sous le regard bienveillant d'Eltsine et de ses complices.

La Russie pouvait, dans ce contexte, être présentée comme un allié (certes sur une base inégalitaire) et ne constituait plus une menace pour les intérêts euro-étatsuniens, bien au contraire.

Aujourd'hui, les médias impérialistes, notamment en France, n'ont pas de mots assez durs pour parler de la Russie de Vladimir Poutine. Ils n'hésitent plus à parler de « guerre froide » comme après la deuxième guerre mondiale. Que s'est-il passé qui justifie ce retour en arrière ?

La Russie est sortie de son rôle de vassal de l'occident et se met à vouloir faire valoir ses propres intérêts, d'une part et joue un rôle de plus en plus important, avec d'autres, pour contrecarrer les projets impérialistes des USA soutenus par l'Europe et plus particulièrement la France.

C'est ainsi que Moscou s'est opposé, avec la Chine, aux projets de guerre contre la souveraineté Syrienne. Plus grave aux yeux des dirigeants américains et européens, le soutien à Bachar El Assad, rempart contre les islamofascistes de Daesh, ne se dément pas et le gouvernement Syrien devrait être à nouveau invité au table des négociations, y compris Bachar El Assad, grâce au travail diplomatique incessant de Sergeï Lavrov.

C'est très important car la Syrie résiste, ô combien, et devient un rempart contre Daesh et l'EIL, alors même que la France, en dépit des grandes déclarations post-Charlie, continue de laisser des jeunes aller se battre pour ces forces obscurantistes, voir les encourage secrètement.

De même en Ukraine, la Russie de Poutine soutient les forces de résistance au coup d'état nazi de février 2014. Grâce à elle, les populations du Donbass reçoivent une aide alimentaire que le blocus organisé par le gouvernement criminel de Poroschenko rend indispensable.

De fait, la Russie est entrée dans un nouveau

incontestablement un coup dur porté contre l'économie yankee.

Très récemment, les médias occidentaux, France en tête, se sont précipités pour affirmer que l'économie russe était au bord de la faillite, notamment à cause de la baisse du Rouble. L'interventionnisme de l'État russe auprès de sa banque centrale, en favorisant un rachat massif de devises russes, a tôt fait d'enrayer cette baisse organisée par l'occident. Du reste aujourd'hui, plus un mot là-dessus dans nos médias atlantistes et européens. Surtout qu'un contre coup du stratagème US et de l'UE se manifeste maintenant en Suisse, cet Etat banque du capital financier impérialiste.

C'est au passage une belle leçon pour la Banque Centrale Européenne qui, afin de respecter les dogmes si profitables aux forces capitalistes, laisse des économies s'effondrer et fait payer le prix de son dogmatisme aux peuples qu'elle contribue à étouffer sous le poids de la rigueur libérale.

Et bien évidemment, cette Russie qui ne roule plus pour les intérêts étatsuniens et européens, prive les firmes transnationales de la spoliation permise jadis par Eltsine et tout particulièrement en ce qui concerne des ressources si précieuses que son gaz ou son pétrole.

La Russie est, dans ce cadre, accusée de tous les maux; un avion est-il abattu dans le ciel ukrainien par le régime de Kiev? C'est, pour nos médias, à coup sûr, une opération menée par la Russie. Russie accusée faussement également d'être à l'origine de la situation dont souffre le peuple Ukrainien et celui du Donbass... C'est le monde à l'envers pourrait-on dire...

Alors certes, la Russie de Poutine n'est pas l'URSS très loin s'en faut; ça reste un pays capitaliste mais qui réaffirme sa souveraineté nationale; les moyens de productions sont

dans des mains privées. Ce n'est évidemment plus la « patrie de la classe ouvrière ». Mais elle constitue néanmoins, avec d'autres, un rempart contre l'hégémonie étatsunienne. Elle empêche, toujours avec d'autres, l'impérialisme d'être complètement triomphant et permet d'éviter que des pays ne sombrer complètement dans le fascisme ou l'islamo-fascisme. Elle est partie prenante de nouvelles solidarités internationales qui n'ont rien à voir avec les plans d'ajustement du FMI, si criminels.

Et dans le cadre actuel des reculs que nous subissons, cela

permet de remettre en cause la toute-puissance de l'Empire (les USA) et, peut-être, de créer les conditions d'une inversion du rapport de force mondiale.

Et c'est sans aucun doute pour cette raison fondamentale, que la Russie est (re)devenue l'ennemi à abattre. Les Nazis n'avaient finalement pas un projet si éloigné de celui des impérialistes contemporains... mais ils s'y sont cassé les dents !!

Alors...



cycle d'alliance et de coopération avec d'autres pays ennemis de l'impérialisme étatsunien; la Syrie, on l'a vu, l'Iran, la Chine, le Venezuela, la Bolivie, Cuba, etc.

Les ressources en matière première, les progrès technologiques et l'Etat stratège économique... font de ces pays partenaires une sorte de rempart à une hégémonie étatsunienne qui, sans cela, serait sans borne.

La décision récente de la Chine et de la Russie de se passer du Dollar dans leurs échanges est

Crimes racistes aux USA sous Obama : Un noir/métis à la Maison Blanche pour semer l'illusion de l'égalité!

Cinquante ans après la signature du Civil Rights Act par Lyndon Johnson déclarant illégale la discrimination reposant sur la race, la couleur, la religion, le sexe ou l'origine nationale, le racisme dans les Etats-Unis d'Obama semble prendre aujourd'hui un nouvel essor et atteindre un degré insupportable pour les communautés noires, latinos, amérindiennes, ...Celles-ci subissent des discriminations dans quasiment tous les aspects de leur vie quotidienne : le salaire, l'éducation, la santé, la possibilité de recourir ou de se défendre en justice . Et le plus terrible symptôme de ces discriminations racistes se trouve être la violence policière dont sont victimes les jeunes noirs des quartiers populaires.

Le samedi 9 août 2014 à Ferguson dans l'Etat du Missouri, un jeune noir américain de 18 ans, Michael Brown, est arrêté parce qu'il marchait sur la route et non sur le trottoir. Il rentrait de faire des courses, accompagné d'un ami. Il est alors abattu par un policier blanc alors que Brown n'est ni armé ni menaçant. Son copain affirme même que le policier a fait feu alors qu'il avait les mains en l'air. L'autopsie pratiquée à la demande de la famille montre qu'il a été touché par six impacts de balle, dont deux à la tête et laisse supposer que la victime se tenait tête baissée, un signe de reddition au moment du coup de feu. Cette mort violente vient allonger la longue liste des victimes des crimes racistes commis aux États-Unis. A Cleveland, le 22 novembre 2014, Tamir Rice, un enfant noir de 12 ans qui jouait avec une arme factice dans un parc public est tué par la police. A Brooklyn, le 20 novembre de la même année un policier tire sur Akai Gurley, un jeune père de famille, dans une cage d'escalier. A New-York, Eric Garner, soupçonné de vente illégale de cigarettes, est étranglé par un agent face à une caméra. Trayvon Martin, deux ans auparavant, est abattu dans une cité de Floride, par un vigile.

Ces assassinats ne représentent malheureusement que les cas les plus récents et les plus médiatisés des innombrables Noirs tués par la police ou les milices de surveillance qui constituent à elles seules un flot ininterrompu de violence raciste à la fois officielle et extra-légale.

A cette longue liste d'assassinats s'ajoute le scandale de l'impunité quasi systématique des policiers ou des vigiles responsables de ces crimes comme si un véritable « droit de tuer » leur était accordé : les poursuites contre le meurtrier de Michael Brown sont abandonnées sous prétexte qu'il aurait agi en légitime défense ! Les meurtriers d'Eric Gardner et de Trayvor Martin sont également relaxés sous prétexte qu'ils avaient agi légalement, et qu'aucun reproche ne pouvait leur être fait alors même que la vidéo du meurtre de Gardner vue par des milliers de personnes démentait ces propos.

Ces assassinats et ce déni de justice démontrent clairement que la brutalité policière, l'oppression et le meurtre dirigés contre le peuple Noir, les Latinos, les gens de couleur

font partie intégrante du système politique étatsunien et résultent d'un racisme systématique dont le profilage racial instauré par Bush au lendemain du 11 septembre est l'un des plus sinistres exemples . Le « patriot act » ajoute aux minorités opprimées un ciblage visant particulièrement les musulmans. Il permet à la police, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, de contrôler sans raison spéciale et en toute légalité toute personne jugée « suspecte » sur sa simple apparence. Ce profilage racial responsable, entre autres, de ces crimes racistes a de nombreuses autres répercussions désastreuses sur les populations noires, latinos et musulmanes

Ainsi il y a aujourd'hui plus d'hommes noirs en prison qu'il n'y avait d'esclaves sous le régime esclavagiste en 1850. Sur les 2,5 millions de prisonniers des États-Unis, plus d'un million sont des Noirs.

Les Révoltes

Au lendemain du meurtre de Michaël Brown et surtout après l'annonce du verdict concernant son assassin Darren Wilson, la population du Missouri a immédiatement réagi en manifestant dans les rues pour réclamer justice . Des milliers de manifestants ont scandé le slogan devenu leur cri de ralliement : « No Justice, No Peace » (Pas de justice, pas de paix) occupant la rue plusieurs semaines.

Des magasins, des bâtiments publics sont également saccagés. Les images de cette violence ont d'ailleurs été largement diffusées.

Mais les révoltes de Ferguson puis leur généralisation à plusieurs villes et Etats ont surpris également par leur ampleur et leur durée. Elles dépassaient largement le cadre d'une simple réaction émotionnelle: Elles dénonçaient par le slogan « No Justice, No Peace » l'institutionnalisation du racisme, la criminalisation des pauvres, la marginalisation systématique des Afro-américains et des autres minorités, la ségrégation géographique en raison de la classe sociale ou de la couleur, l'impunité avec laquelle les forces de l'ordre tuent, blessent et humilient les démunis.

Ainsi à Ferguson, situé dans le comté de Saint-Louis (Missouri), les Noirs en 1970 représentaient seulement 1 % de la population alors qu'en 2010 le chiffre atteint 70 % suite à la désindustrialisation qui a poussé les travailleurs blancs à quitter la ville.

Le prix du logement ayant baissé, les résidents noirs ont emménagé dans le quartier, et les inégalités locales préétablies n'ont fait que s'accroître.

Le revenu annuel moyen ne dépasse pas 27.000 dollars (21.500 euros) et selon les statistiques officielles, les revenus des habitants ont chuté de 30 % depuis l'an 2000. Au même moment s'affiche une insolente richesse dans les quartiers huppés de Saint-Louis habités quant à eux par des Blancs.

Alors que la population est majoritairement noire, les services de police restent quant à eux exclusivement composés de blancs.

C'est donc bien contre cette politique d'apar-

theid néo-libérale dans les banlieues que s'inscrivent les révoltes de Ferguson et dans tout le pays. Elles ont trouvé un écho dans d'autres grandes villes des Etats-Unis comme à New York ou Chicago et même en dehors comme à Londres et Gaza. Par leur contestation politique et leur contenu potentiellement révolutionnaire les révoltes de Ferguson s'inscrivent dans la longue tradition des luttes nationales des Etats-Unis.

L'Etat voyant le risque de contagion à d'autres villes et comprenant le caractère révolutionnaire qu'elles pouvaient comporter ne pouvait rester sans réagir et c'est avec une violence extrême qu'il a réprimé ces révoltes. Les manifestants ont été traités comme de véritables terroristes. Les forces de police ont fait usage de gaz lacrymogène, ont employé des chiens et arrêté bon nombre de manifestants, 2.200 militaires de la Garde nationale ont été déployés et l'état d'urgence a été décrété. Les manifestants ont donc été confrontés à des policiers vêtus d'uniformes de camouflage, équipés d'armes militaires et conduisant des véhicules blindés.

C'est donc un véritable état de siège qu'a subi la population noire et les démocrates anti-racistes de Ferguson.

Mais les habitants de Ferguson qui ont résisté sont les héritiers des grands leaders noirs de la lutte nationale, de Sojourner Truth, de Malcolm X, de Martin Luther King, des Black Panthers, de Mumia Abu-Jamal et de tous les prisonniers politiques du mouvement de libération Noire.

Les révoltes de Ferguson rejoignent également toutes les autres luttes de libération nationale et notamment celle des peuples indigènes (indiens) qui ont toujours résisté et continuent de résister encore ainsi que les luttes des Hispaniques (Chicanos) qui forment la majorité au Nouveau Mexique et constituent désormais la seconde population après les blancs devant les Noirs.

Ces luttes au sein même des États-Unis sont partie intégrante de la lutte contre l'impérialisme étatsunien. La révolution socialiste aux USA sera le résultat du front uni de la lutte de classe et des luttes des minorités opprimées Noire, Hispanique et Amérindienne.



« I can't breathe! » ou « je ne peux pas respirer! », dernière phrase d'Eric Garner tué par un policier blanc de New York.

Zone Euro: Qu'en pensent les communistes grecs?

Giorgos Marinou, membre du Bureau Politique du KKE (dans le journal communiste allemand *Unsere Zeit*)

Pendant que l'opposition ouvrière et populaire à l'UE ne cesse de grandir en Espagne, en Italie, en Belgique, en Grèce à travers de grandes grèves partielles et générales et dans les urnes par des progrès électoraux de plus en plus importants des partis anti-libéraux et des partis communistes, force est de constater que nous accusons en France un retard évident.

La crise interne à la direction de la CGT suite aux scandales fuités dans la presse bourgeoise de privilèges des bureaucrates dirigeants et la paralysie voire les divisions du Front de Gauche sont des facteurs qui empêchent l'expression massive de la colère des travailleurs et du peuple par des luttes, des grèves pourtant nombreuses mais isolées et des victoires électorales.

En Grèce les travailleurs et le peuple ont mis en échec les gouvernements adoucis par l'UE. La victoire de Syriza en est le dernier développement.

Beaucoup dans le Front de Gauche espèrent que l'arrivée de Syriza au pouvoir en Grèce ou les succès de PODEMOS en Espagne seraient un « laboratoire » de l'illusoire « Europe sociale » et de la « désobéissance européenne » tout en restant dans le cadre de l'UE.

Nous pensons et réaffirmons que c'est là la principale erreur du front anti-libéral incarné actuellement par le Front de Gauche qui a été à la base de la formidable victoire populaire du NON au traité constitutionnel européen le 29 mai 2005.

Malheureusement le piège idéologique qu'est le mensonge de « l'Europe sociale » permet à la démagogie sociale et nationaliste des forces fascistes d'occuper le terrain de l'apparente opposition frontale à l'UE du grand capital qui paupérise, désindustrialise, délocalise, licencie, détruit les droits démocratiques et fait les guerres contre les peuples sous direction de l'OTAN.

Le Secrétaire général du KKE, Dimitris Koutsoubas, dans une inter-



view pour « *Εθνός της Κυριακής* » déclare : « Bien sûr, si les circonstances le permettent et que le gouvernement porte une loi pour casser les régressions, nous voterons pour. Par contre le gouvernement de SYRIZA votera-t-il les lois populaires déposées par le KKE à la Chambre? ». Le KKE mobilisera donc le peuple pour conquérir de nouveaux droits. Va-t-on vers un 1936 grec ? Koutsoubas du KKE ajoute que « c'est le seul moyen pour que le peuple arrache des conquêtes et des droits, pour contrer les mesures impopulaires, et pour ouvrir une perspective de jours meilleurs pour nous et nos enfants. »

En effet la victoire de Syriza est une condamnation sans équivoque par le peuple Grec des politiques libérales antisociales de l'UE, elle est l'expression de la volonté du peuple et un pas vers la sortie de cette prison qu'est l'UE, mais à elle seule, elle ne suffit pas. Pour pouvoir répondre à cette question, nous donnons la parole dans cet interview qui nous vient d'Allemagne aux camarades du Parti Communiste Grec (KKE) dont le score dépasse d'un point celui de 2012 (5,5% soient 60000 voix supplémentaires) et résiste bien à la pression du « vote utile » Syriza, dépasse désormais le PASOK (le PS grec) et à Athènes notamment les néonazis de l'Aube Dorée.

Unsere Zeit: Les développements récents en Grèce conduisent aux élections législatives le 25 janvier. Le KKE, comment agira-t-il dans cette lutte électorale? Le KKE sera-t-il en mesure de faire face avec succès à la polarisation attendue autour du scénario prétendue « en faveur de » ou « contre » l'UE?

Giorgos Marinou: On ne va pas voir la polarisation décrite ci-dessus (concernant l'UE), puisque les deux partis principaux qui se disputent le pouvoir (ND et SYRIZA) se sont engagés à l'UE. En effet, le président de SYRIZA, A. Tsipras, a déclaré clairement: « Nous appartenons à l'Occident, l'UE et l'OTAN. Nous ne contestons pas cela ». Ainsi, la polarisation qui sera recherchée sera entre d'une part la peur qui est cultivée par ND, que si la ligne politique actuelle antipopulaire n'est pas suivie, il y aura une catastrophe, et d'autre part, l'exploitation de l'indignation du peuple et les illusions de gestion favorisées par SYRIZA, qui, malgré son pourcentage électoral haut ne contribue pas au développement des luttes de la classe ouvrière.

Notre Parti, avec des luttes importantes et le travail de propagande de masse, démontre aux travailleurs que quelle que soit la formule de la gestion bourgeoise, dans le cadre de l'UE, de l'OTAN et du chemin de développement capitaliste, ce ne sera pas dans l'intérêt des travailleurs et d'autres couches populaires. La solution est de renforcer le KKE partout, dans le parlement aussi, afin de renforcer la lutte du peuple et ouvrir la voie à des changements radicaux.

UZ: Les médias de masse en Allemagne tiennent des discours alarmistes sur l'effondrement de la Grèce si la « gauche radicale », c'est à dire SYRIZA, remporte les élections. L'UE intervient déjà dans la lutte électorale. Quelles sont vos attentes par rapport à la ligne politique qu'Alexis Tsipras va suivre?

Giorgos Marinou: Ils peuvent tenir des discours alarmistes en Allemagne, comme le fait le parti gouvernemental ND en Grèce, mais d'autres sections du capital s'expriment différemment et ils soutiennent ouvertement un possible gouvernement de SYRIZA.

Bien sûr, les deux partis (ND et SYRIZA) ont des différences qui expriment les différences qui existent au sein des pays de la zone euro et entre des sections des monopoles, de la bourgeoisie et des hommes d'affaires. L'une des vues, qui est à l'heure actuelle la dominante au sein de la Commission, l'UE, l'Allemagne, parle d'une ligne politique restrictive, de la poursuite des mesures d'austérité afin que chaque pays puisse sortir de la crise et que la zone euro dans son ensemble ne glisse pas dans la crise. De l'autre côté, il y a le point de vue qui parle d'une politique plus expansive, en tout cas, le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a parlé d'un relâchement fiscal afin d'accroître la liquidité, pour fournir de l'argent à des hommes d'affaires pour des investissements. Ils affirment, comme SYRIZA le fait aussi, que l'économie va « respirer » de cette manière. Cet argent quand même n'ira pas au peuple, mais aux

différentes sections de la ploutocratie, les monopoles.

Donc, alors SYRIZA est en concurrence avec ND par rapport à la question qui permettra le meilleur renforcement de la rentabilité du capital, la « compétitivité » de l'économie, le remboursement de la dette, il ne peut y avoir aucune attente qu'une ligne politique en faveur du peuple soit mise en œuvre par un gouvernement de SYRIZA. SYRIZA est devenu un parti social-démocrate. La vie a démontré que les « gouvernements de gauche », à la fois en Grèce et dans l'Europe, sont devenus les « ponts » pour des politiques plus à « droite ».

UZ: Quel est le chemin pour le pays proposé par le KKE concernant la dette et l'UE?

Giorgos Marinou: Le KKE a démontré que ce n'est pas le peuple qui est à blâmer pour la dette, mais le capital et ses gouvernements. En bref, c'est l'adhésion du pays à la CEE- UE, qui a détruit des secteurs traditionnels de l'économie, qui est responsable, ainsi que le chemin de développement capitaliste dans son ensemble, puisque l'Etat a fait des emprunts afin de servir la rentabilité du capital et demande maintenant aux travailleurs de payer. Nous appelons le peuple à ne pas reconnaître la dette.

En outre, nous soulignons que le plan de ND pour un « allongement » du remboursement de la dette, qui est maintenant également accepté par des cadres de SYRIZA, ainsi que l'objectif officiel de SYRIZA et du FMI au sujet d'une « décote » de la dette de sorte qu'elle

puisse devenir «viable», ne libèrent pas le peuple de ce fardeau financier insupportable, ne conduisent pas à une reprise des pertes affectant le revenu du peuple depuis le début de la crise capitaliste, ne mettent pas non plus un frein à la poursuite des mesures antipopulaires.

Ce que le peuple doit faire est de créer les conditions préalables, dans la société, pour ouvrir la voie pour une annulation unilatérale de la dette, le désengagement de la Grèce de l'UE et de l'OTAN, la création d'une économie qui fonctionnera sur la base des besoins du peuple, et non pas pour la rentabilité du capital. Cela exige un pouvoir ouvrier et populaire. Le regroupement du mouvement ouvrier et populaire est une condition préalable, ainsi que la formation de l'alliance populaire de la classe ouvrière avec les autres couches populaires, ce qui peut être mis en place à travers le renforcement décisif du KKE.

UZ: Le KKE rejette la participation dans le Parti de la Gauche Européenne (PGE). Quelles sont les raisons qui vous conduisent à cette position? Il n'y a pas de raisons qui militent en faveur d'une telle coopération?

Giorgos Marinou: Le KKE a fêté 96 ans d'activité incessante. Depuis sa fondation, notre Parti a été et reste un parti internationaliste. Les Rencontres internationales des Partis communistes et ouvriers ont commencé il y a 16 ans à Athènes, à son initiative. Il répond activement aux invitations internationales d'autres partis, il entreprend des initiatives pour coordonner l'activité au niveau mondial et régional. Donc, nos différences avec le PGE ne sont pas liées à la question si il devrait y avoir une tentative de coordonner l'action, mais dans quelle direction cette coordination devrait être. Plus précisément, le KKE considère que l'activité conjointe contre la guerre et les interventions impérialistes, contre le chemin de déve-

loppement capitaliste, contre les mesures anti-ouvrières et antipopulaires, contre les unions impérialistes de l'UE et l'OTAN, contre toute union impérialiste, doit être renforcée. Notre objectif doit être l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire contemporaine à un niveau international.

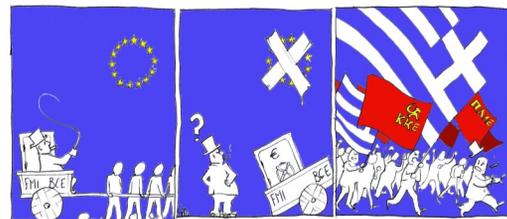
Cela ne peut être réalisé par le PGE, qui a été établi sur la base des décisions de l'UE elle-même. Tous les soi-disant «partis européens» (y compris le PGE), dans leurs documents, acceptent obligatoirement et soutiennent l'«édifice» impérialiste de l'UE et reçoivent un soutien multiforme de celle-ci.

Le KKE donne la priorité à une nouvelle forme de coopération et de ralliement des partis communistes et ouvriers au niveau européen, sur la base de principes communs. Aujourd'hui il y a 29 partis participant à «L'Initiative des Partis Communistes et Ouvriers d'Europe pour l'étude et l'élaboration des sujets européens et la coordination de leur action». Ce sont des partis qui ne sont pas membres ou membres à part entière du PGE, se fondant sur les principes du socialisme scientifique, unis par la vision d'une société sans exploitation de l'homme par l'homme, sans pauvreté, injustice sociale et guerres impérialistes. Dans le même temps nous avons un engagement clair à lutter contre l'UE. L'UE constitue le choix du capital et promeut des mesures favorables aux monopoles, renforce ses caractéristiques en tant que bloc économique, politique et militaire impérialiste contre les intérêts de la classe ouvrière, des couches populaires. Elle augmente les dépenses militaires, intensifie l'autoritarisme et la répression étatique. Nous croyons au droit de chaque peuple de choisir



son propre chemin souverain de développement, y compris le droit de se désengager de dépendances à plusieurs niveaux vis-à-vis l'UE et l'OTAN, ainsi que le droit de choisir le socialisme.

À notre avis, tout Parti Communiste européen voulant rester fidèle à sa mission historique, en tant que parti de la classe ouvrière, de la perspective socialiste, sera contraint par les développements eux-mêmes de prendre sa place dans notre front commun contre les monopoles, le capitalisme et ses unions, comme l'UE et l'OTAN. Sinon, il va glisser, ouvertement ou non, dans un vain effort pour «humaniser» l'UE et le capitalisme. Il va perdre son identité communiste. Et par conséquent, il donnera la mauvaise réponse aux dilemmes historiques «socialisme ou barbarie?» et «réforme ou révolution?», posés par la révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg dans ses écrits. Il se rangera éventuellement contre les intérêts de la classe ouvrière, du peuple, comme c'est le cas aujourd'hui, entre autres, du PGE.



Partout dans ce monde en crise systémique, les drapeaux rouges se relèvent! Alors qu'en Grèce les communistes résistent et remportent des succès électoraux dans un contexte d'écroulement de la sociale-démocratie social-libérale, en Amérique latine, Cuba Socialiste obtient enfin la libération des CINQ prisonniers politiques détenus aux USA! En Bolivie comme dans les autres pays de l'ALBA, les peuples continuent de résister!

L'AUSTERITE N'EST PAS UNE FATALITE CAMARADES!

UN HOMME DU PEUPLE TRIOMPHALEMENT REELU POUR LA 3^E FOIS!

EVO 100 POUR SANS DENTS!
61%
 CONTRE L'IMPERIALISME
 CONTRE LA MISERE
 CONTRE LE GRAND PATRONAT
 CONTRE L'ANALPHABETISME
 CONTRE LE SIONISME...



« Merci pour ce nouveau triomphe du peuple bolivien, qui est celui des anticolonialistes et des anti-impérialistes. Je le dédie à FIDEL CASTRO et à HUGO CHAVEZ, qu'il repose en paix! »

Evo MORALES (lors de sa troisième ré-élection à la présidence de la République Bolivienne en octobre dernier: 61% des suffrages!)